



Conseil de Métropole

Montpellier Méditerranée Métropole

**Séance publique
du 20 juin 2018**

PROCES-VERBAL

Monsieur le Président

Je vais proposer à Madame BODKIN de bien vouloir nous rejoindre pour l'appel.

Madame BODKIN procède à l'appel.

Merci, Madame BODKIN. Le quorum est très largement atteint. Nous pouvons donc valablement délibérer.

Monsieur le Président déclare la séance ouverte.

Avant de passer à l'ordre du jour classique, je voudrais accueillir officiellement l'équipe de foot féminine de l'université de Montpellier. J'appelle le Président de l'université, Philippe AUGÉ, à me rejoindre pour les féliciter, féliciter leur staff. Je vais les appeler. Venez tous. Mon propre protocole dit l'inverse de ce que je dis. Venez tous. Vous pouvez les applaudir. C'est énorme.

Franchement, c'est une immense année pour le sport à Montpellier. Cela me fait vraiment plaisir que nous finissions la distribution des mérites par l'équipe des filles de football de l'université de Montpellier qui, une fois de plus, est championne de France et qui se dirige vers le championnat européen cette année, à Coimbra, au Portugal. Nous pouvons les applaudir pour leur performance, leur parcours exemplaire, et les encourager pour qu'elles soient championnes d'Europe.

Cette année est une grande année. Avec le MHR, nous sommes finalistes en rugby. Les filles sont championnes de France de rugby à quinze. Le rugby, c'est toujours à quinze, pardon. Sinon, c'est le jeu à treize. Le MHB, en handball, est champion d'Europe. Concernant le MHSC, la section des filles est championne de France des U19, et la section masculine est championne de France des U19. Le football se porte super bien cette année. Les Vipers de Montpellier, l'équipe de hockey sur glace, accèdent à la D1. Les joueurs des Hurricanes de Montpellier, en football américain, sont finalistes de la D2 et accèdent à la D1. En équitation, à Saint Georges d'Orques, il s'agit d'une médaille de bronze au championnat de France pour le club de horse-ball. Maintenant, c'est vous, qui venez honorer de votre présence, avec tout le staff, vos résultats excellents. J'ajoute aussi les deux résultats formidables des deux boxeurs de boxe anglaise de Montpellier, Mohamed KANI, deuxième Français, employé municipal – et coureur –, et la petite Hayat BENSÂIDI, 13 ans, championne de France. Il s'agit aussi des exploits formidables de Mamadou KASSE HANN, coureur de 400 m haies, qui n'avait pas de club. Vous avez pu voir sa complainte à la télévision en direct. Il lui avait été fait beaucoup de promesses. Personne ne les a tenues. Nous lui avons proposé d'être animateur sportif à la Ville de Montpellier. Il a égalé ses meilleurs temps, dans les cinq meilleurs temps mondiaux, sur le 400 m haies. Il a gagné le meeting d'Helsinki, en Finlande. Il revient à Montpellier pour entraîner les enfants et les jeunes. C'est la Ville comme on l'aime. Finir par les étudiants, c'est top. Parce que cela rappelle les 70 000 étudiants qui sont à Montpellier.

Je voudrais donc féliciter, au nom de la Métropole et de la Ville de Montpellier, les joueuses qui ont huit titres de championnes de France – dont le dernier cette année – : Fiona BOGI, Audrey MACHADO, Zoé MULLER, Clémentine AZAIS (capitaine), Blandine JOLY, Cloé BODAIN, Solène CHAMPAGNAC, Alexia BURTIN, Léa MAZZULLA, Camélia MOUSSA, Lindsey THOMAS, Daïna BOURMA, Amandine GILLET, Jade SOUAG, Meryl PAULEAU, Marie TRINQUIER, Mélissa NAOUNI, et Ophélie DEVILLE. La composition du staff et les responsables : Frédéric DUMAZERT, Laurent MORTEL, Mélissa HUART (préparatrice physique) et Brian COTTET (entraîneur des gardiennes). Je voudrais vous féliciter et vous remercier pour votre présence. C'est vraiment sympa. Je vais passer la parole au Président.

Philippe AUGÉ

Merci, Président, de nous accueillir dans ces locaux de Montpellier Méditerranée Métropole. Mesdames et Messieurs, je suis très heureux d'être là parce que nous honorons une équipe de l'université de Montpellier. Vous savez qu'à l'université, c'est la visibilité que l'on recherche, la visibilité tant en tant que recherche et sur la formation – on a là une labellisation. Mais également, ce qui fait la force d'une université, c'est la vie étudiante, qui se décline à travers l'aspect festif, des aspects culturels, mais également à travers des aspects sportifs. Nous sommes très heureux qu'une équipe de l'université de Montpellier soit championne de France de football féminin, comme vous l'avez évoqué, pour la huitième fois. Mais cette équipe de l'université de Montpellier championne de France a déjà été trois fois championne d'Europe de football féminin. Un titre en cachant un autre, l'équipe de football masculin de l'université de Montpellier a été quatre fois championne de France et a également participé au championnat d'Europe. D'autres titres sont peut-être un peu moins connus, mais tout aussi importants pour la visibilité de l'établissement : je pense notamment à l'équipe d'université

de volley masculin, qui est championne de France universitaire ; nous avons aussi un titre au 110 m haies et au 4x400 m. Merci de nous accueillir.

Je dirais juste un mot. Le sport à l'université est important à travers deux éléments. Il s'agit de l'UFR STAPS, qui forme, avec un aspect diplôme et recherche, et notamment de l'ouverture cette année d'un DEUST en gestion administrative et sportive d'un club de football. Il s'agit aussi de deux DU : l'un d'analyste vidéo (on sait combien la vidéo dans les matchs de foot présente un intérêt) et l'autre d'optimisation de la performance. Ce que l'on ne sait peut-être pas, c'est que depuis trois ou quatre ans, je crois, nous accueillons pendant trois mois des délégations de coachs de football chinois. Les Chinois ne viennent pas pirater nos techniques sportives (ce n'est pas politique de le dire), mais se perfectionner à travers nos techniques sportives. C'est un partenariat très fort, notamment avec des entraîneurs de la province de Chengdu.

Voilà un Président d'université heureux de la reconnaissance de la Métropole, cher Président. Je souhaite le meilleur pour ces étudiantes. Un grand merci au staff d'accompagnement. L'homme à la chemise bleue est notre collègue Jean-Yves CASSAN, qui dirige le service d'activités physiques et sportives. Vous avez déjà évoqué les autres représentants du staff et le succès des jeunes femmes. Il s'agit d'un succès universitaire également. Il faut faire du foot, certes, mais il faut aussi avoir des diplômes. Je vous souhaite donc le meilleur pour l'avenir. Merci.

Monsieur le Président

Merci, Président. Je vais donner la parole à la capitaine. Nous les attendons de pied ferme pour être supportrices de la ville hôte pour le mondial féminin, qui se jouera à Nice et à Montpellier – deux villes du Sud – au mois de juillet 2019. Le premier match d'ouverture sera le 7 juillet. Nous en profiterons pour poser la première pierre du stade Nicollin, non loin de la gare Montpellier Sud de France. La parole est à vous.

Clémentine AZAIS

Merci. Ce sera rapide, puisque je n'ai rien préparé. Bonjour à toutes et à tous. En tout cas, on tenait à vous remercier de nous accueillir ici, parce que cela ne nous arrive pas souvent. Comme vous l'avez dit, on essaie de maintenir le projet sportif et le projet professionnel des deux côtés. Donc on essaie de faire les deux et de faire au mieux. Merci à tous.

Monsieur le Président

On vous a préparé un petit livre, tout simplement : *Montpellier, citoyenne du monde*, avec le sport, la culture et toutes les activités que nous menons à la Métropole. Je vais donner la parole au staff, pendant que l'on distribue. Jean-Luc MEISSONNIER, Vice-président, délégué au sport.

Jean-Luc MEISSONNIER

Comme on parle d'études et de sport, je voulais juste dire que Clémentine AZAIS a réussi son professorat. Elle est maintenant une collègue et professeur d'EPS depuis cette année.

Monsieur le Président

On fait une petite photo. On vous souhaite un bon parcours en coupe d'Europe.

Nous allons passer à quelques points d'information. Tout d'abord, nous sommes la première métropole de France à proposer un dispositif en partenariat avec la Poste pour accompagner chaque commune dans la mise en place de son dispositif canicule – je vous ai écrit, j'ai écrit à chacun des maires pour le leur signaler –, avec un tarif préférentiel pour l'accord-cadre métropolitain (3 360 euros au lieu de 40 560 euros) si chaque commune adhérerait individuellement. Chaque maire peut souscrire par avenant au contrat-cadre pour sa commune, permettant de mobiliser les facteurs qui, lors des visites, peuvent informer les administrés de la mise en place du registre canicule. C'est très important, ce que je vous dis. Lors de la dernière canicule, qui a fait de très nombreux morts en France, en 2003, ce sont les personnes âgées isolées qui ont été les premières victimes. Créer ce lien, par l'intermédiaire de la Poste et des facteurs, est un moyen supplémentaire pour assurer le ciment social. Pour ce qui est de Montpellier, nous le mettons en place. Mais chaque commune est libre de le faire ou de ne pas le faire. Si elle le fait, elle a des tarifs préférentiels. Vous avez tous reçu la lettre qui fait état de ce partenariat.

Deuxième point. Je voudrais aborder un problème un peu épineux, qui concerne le contournement ferroviaire Nîmes-Montpellier. Le contournement ferroviaire Nîmes-Montpellier intègre une voie ferrée mixte

(voyageurs, fret) et deux gares nouvelles : la gare Montpellier Sud de France et la gare de Manduel, à qui a été donnée le nom Nîmes-Pont du Gard au dernier comité de pilotage à la Préfecture. C'est de ce comité de pilotage que je suis contraint de vous parler. Parce que cela va entraîner de ma part un positionnement politique. En effet, la Région Occitanie, institution organisatrice des transports, a refusé de payer une partie des sommes qu'elle devait engager à la SNCF. Cette somme, évaluée à 33 millions d'euros, représente sa participation à la gare Montpellier Sud de France, mais aussi à la gare de Manduel. Des pénalités de 500 000 euros ont déjà été appliquées. La Région est sous le coup d'une nouvelle pénalité de 900 000 euros. Je rappelle que les pénalités sont payées par de l'argent public. La Ministre des Transports, Madame Elisabeth BORNE, a prévu de venir inaugurer le contournement Nîmes-Montpellier au tout début du mois de juillet (le 5, le 6 ou le 7). Ces derniers jours, la date serait plutôt le 5. Mais à ce jour, nous n'avons pas de confirmation officielle. Ma position est la suivante, en sachant que le Département du Gard a financé ce qu'il devait financer dans le contrat. C'est un contrat, signé. La Métropole de Montpellier – c'est l'engagement qui avait été pris par Jean-Pierre MOURE, ici présent – a financé. L'Europe a financé. La Communauté d'Agglomération Nîmes Métropole a financé. L'État et SNCF Réseau ont financé. Donc je n'inaugurerai pas la gare tant que la Région n'aura pas payé ce qu'elle doit. Imaginez qu'elle doive 33 millions d'euros et qu'elle soit là pour l'inauguration de la gare. Pour moi, ce n'est pas éthiquement acceptable. Donc je ne serai pas présent – ni aucun de mes représentants – tant que les équilibres financiers ne seront pas réglés. En effet, cet argent n'est pas dû à la Métropole, mais il est dû à la SNCF. On ne peut pas d'un côté expliquer qu'il faut réduire le déficit de la SNCF – qui d'ailleurs a été réduit de 35 milliards d'euros par le gouvernement –, et d'un autre côté ne pas payer ses dettes qui, contractuellement, sont des engagements financiers. Voilà ce que je voulais dire. Je l'ai dit ce matin à Monsieur le Préfet.

Troisième sujet. Nous avons reçu, comme nous en avons parlé lors de notre dernière réunion, et comme espéré et demandé en réunion publique, la prorogation de la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) de la ligne 5. C'est très important. Parce que sans la prorogation de la DUP de la ligne 5, nous ne pourrions pas mettre en jeu la nouvelle réunion de concertation pour déterminer le trajet définitif de la partie Ouest. C'est chose faite. Et c'est une bonne nouvelle pour la Métropole.

J'ai oublié de vous dire, concernant la gare, que la commission de sécurité a donné un avis favorable. Nous avons reçu la missive de l'État.

Ensuite, je voulais vous dire un mot de la réunion de travail que nous avons tenue ce matin au Domaine Bonnier de la Mosson, qui est la propriété de la Métropole. Nous avons, avec Christian FINA, Yves NURIT, Isabelle HIRSCHY, ici présente, Gilles GUDIN DE VALLERIN, rencontré Madame Suzanne DE PONTAUD, architecte en chef des monuments historiques et inspectrice des monuments historiques pour la région Occitanie, Laurent BARRENECHEA, conservateur régional des monuments historiques, Hélène PALOUZIE, conservatrice régionale adjointe des monuments historiques, et René-Daniel LAMOTHE, ingénieur du patrimoine en charge de l'Hérault. Nous avons fait une réunion de travail pour déterminer les possibilités que nous avons de construire sur des parties du Domaine qui sont hors d'eau, hors des périmètres inondables, le but, *in fine*, étant de pouvoir créer de l'habitat dans des poches de cette parcelle, de ce grand tènement, et retirer les charges foncières nécessaires pour les réinjecter dans la conservation du Somaine et dans sa restauration. Je rappelle que le premier plan de réaménagement du Domaine Bonnier de la Mosson avait été évalué par Dominique LARPIN à 30 millions d'euros. Il est hors de question pour nous de nous lancer là-dedans. C'est beaucoup trop onéreux. Mais en essayant d'obtenir, par des opérations immobilières, quelques subsides, que nous réinjecterions dans la structure, y compris en faisant appel à des fondations, cela nous permettrait au moins de restaurer quelques parties du Domaine, chef-d'œuvre du XVIII^e siècle, qui le méritent.

Beaucoup de maires ici m'ont demandé où en était le schéma de mobilité. Il est là ! Il a été concerté avec vous, par Jean-Pierre RICO, Vice-président, et Mylène CHARDES pour la Ville de Montpellier. Il sera présenté dans les semaines à venir en Conférence des Maires. Ensuite, nous le voterons en Assemblée publique.

Enfin, je voudrais féliciter Jean-Luc SAVY, Maire de Juvignac, nouveau Président de l'Agence Locale de l'Energie et du Climat, qui a été élu ce matin.

Vous avez sur les tables des flyers pour « piscines en fête », un dépliant pour le programme de la fête de la musique, un dépliant pour le programme de festival de Radio France, un dépliant pour l'exposition Picasso, que je vous engage à visiter, c'est une magnifique exposition, avec une scénographie formidable. Ce matin,

nous avons reçu la visite de la presse nationale et internationale. Bernard TRAVIER a guidé les journalistes. Bientôt, nous recevrons la visite de la presse locale et régionale.

Intervention hors micro de Joël RAYMOND.

Monsieur le Président

Il n'y a pas de prise de parole concernant les informations. Vous le savez. Vous connaissez la règle. Ce n'est pas une information. C'est un commentaire sur une information. Vous la donnerez dans le corps du Conseil. Je fais comme au Département de l'Hérault. Je regarde mon grand-frère et je fais la même chose. Vous le direz lors du dossier culture tout à l'heure.

Joël RAYMOND

Dans le cadre de la mutualisation, Monsieur le Président, c'est dommage qu'il n'y ait pas une page sur les communes concernant la fête de la musique. C'est simplement ce que je voulais vous dire aujourd'hui. Peut-être l'année prochaine, nous pourrions faire, dans cette petite brochure éditée par la Métropole et dans le cadre de la mutualisation, une page pour les trente autres communes.

Monsieur le Président

Je suis d'accord avec votre proposition. Je l'ai demandée dans le *Mmmag*. Vous le savez. Lorsque j'ai été élu Président de l'Agglomération, il n'y avait que très peu de place pour les communes. Aujourd'hui, les communes s'expriment de façon abondante dans le *Mmmag*. Concernant les journées européennes du patrimoine, les communes – vous verrez tout à l'heure l'exposé – sont très largement représentées. Concernant l'obtention du label, je vais y revenir tout à l'heure, parce que cela répond parfaitement à votre question. Mais vous avez raison. Votre proposition est retenue, votre honneur.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR DU CONSEIL DE METROPOLE DU 20 JUIN 2018

Monsieur le Président présente l'ordre du jour qui comporte 66 affaires.

L'ordre du jour est adopté à l'unanimité.

Pour : 87

ADOPTION DU PROCES-VERBAL DU CONSEIL DE METROPOLE DU 31 MAI 2018

Monsieur le Président

Vous avez également pris connaissance du Procès-Verbal du Conseil du 31 mai 2018. Avez-vous des observations à formuler sur sa rédaction ? Monsieur ROUILLEAULT.

Henri ROUILLEAULT

Merci, Monsieur le Président. Chers collègues, la rédaction est parfaite, comme toujours. Les services travaillent remarquablement à la Métropole. Je voulais simplement faire observer que pendant l'affaire n° 2, qui concernait la délégation de service public pour les transports publics, vous n'aviez pas pu répondre à la question que j'avais posée. Je souhaiterais que vous le fassiez, puisque vous faites une série d'informations. Je rappelle que l'on était dans une situation extrêmement particulière, puisque les deux finalistes s'appelaient la TaM et Transdev. La TaM est une société d'économie mixte dont l'actionnaire majoritaire est la Métropole, et dont les actionnaires minoritaires sont Transdev et la Caisse des dépôts. Par ailleurs, Transdev a comme actionnaire la Caisse des dépôts et comme actionnaire minoritaire Véolia. On était donc dans une situation tout à fait particulière. Ce n'est pas du tout illégal. Je sais que la concurrence, d'après ce qu'on m'a dit, a été rude. Mais il fallait évidemment des précautions particulières pour qu'en termes bruxellois la concurrence soit libre et non faussée. Je voulais que vous nous en disiez un peu plus sur les précautions qui avaient été prises, pour que cette concurrence soit libre et non faussée. Je pense que cela est important pour l'ensemble de nos concitoyens et pour la presse.

Monsieur le Président

Monsieur RICO, répondez. Mais on ne s'amuse pas à fausser des trucs.

Jean-Pierre RICO

Pour répondre le plus exhaustivement à la question, à partir du moment où l'un des compétiteurs, en

l'occurrence la TaM, a souhaité répondre tout seul, un certain nombre de dispositions ont été prises. Ces dispositions ont été d'étancher toute circulation d'information, y compris d'individus, entre la TaM et Transdev. Un accord de confidentialité a été réalisé et l'ensemble des documents, en tout cas des éléments de réponse de la TaM, ont été réalisés par des agents de la TaM. De la même façon, l'ensemble des éléments de réponse ont été réalisés par des personnels de Transdev. L'ensemble de la procédure a été totalement étanche.

Monsieur le Président

Vous avez la réponse.

Le procès-verbal de la séance du 31 mai 2018 est adopté à l'unanimité.

Pour : 87 voix

APPLICATION DE L'ARTICLE L. 5211-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Monsieur le Président

Vous avez pris connaissance de la synthèse des décisions, depuis le dernier Conseil.

Le Conseil prend acte de ces décisions.

AFFAIRE N° 1 : FINANCES - COMPTE ADMINISTRATIF ET COMPTE DE GESTION 2017 - APPROBATION

M. Alex LARUE et Mme Sonia KERANGUEVEN entrent en séance.

Mme Patricia MIRALLES arrive en séance (le pouvoir de Mme Patricia MIRALLES donné à M. Fabien ABERT est annulé).

M. Pascal KRZYZANSKI arrive en séance (le pouvoir de M. Pascal KRZYZANSKI donné à Mme Chantal LEVY-RAMEAU est annulé).

M. Jérémie MALEK arrive en séance (le pouvoir de M. Jérémie MALEK donné à Mme Maud BODKIN est annulé).

M. Jean-Luc SAVY sort définitivement de séance et laisse un pouvoir à Mme Béatrice MICHEL.

Monsieur le Président

L'affaire n° 1 concerne l'approbation du Compte administratif et du Compte de gestion 2017. Vous savez que la loi demande à ce que je sorte de la salle pendant la présentation et pendant le vote. Je laisse donc la présidence à Max LEVITA. L'enfer est pavé de bonnes intentions.

Monsieur le Président quitte l'hémicycle.

Max LÉVITA

Monsieur le Président, mes chers collègues, je vais donc vous présenter le Compte administratif 2017. Prenez votre souffle. Vous en avez pour 627 millions d'euros. Il faut donc que vous puissiez apprécier. Cet exercice a mobilisé plus de 627 millions d'euros sur notre territoire pour la mise en œuvre de notre projet qui se déploie, comme vous le savez, autour de sept piliers d'excellence : la santé, le numérique, les transports et les mobilités, le développement économique, le tourisme et l'industrie, l'agroécologie et l'alimentation, la culture, le patrimoine et l'université, le commerce et l'artisanat. L'année 2017 a été marquée par une nouvelle prise de compétences – la compétence voirie départementale et culture – et par la poursuite de notre schéma de mutualisation.

Je vais essayer de mettre en exergue deux caractéristiques de ce budget. C'est un budget solide, avec un taux d'épargne stable et des dépenses d'équipement soutenues, à 140 millions d'euros. L'engagement de fiscalité a été tenu pour la quatrième année, avec 0 % d'augmentation des taux.

Je vais vous présenter ce Compte sur trois propositions : une Métropole qui entreprend, une Métropole qui protège, une Métropole qui fédère.

Je vais passer rapidement sur le premier point, que vous avez dans le rapport. Je vous ferai voter ultérieurement une convention de service avec la Direction Générale des Finances Publique pour une gestion

financière transparente, lisible et réactive, ainsi qu'un nouveau règlement budgétaire et financier. Nous poursuivons avec la DGFIP la convention sur laquelle je donnerai des précisions.

J'en arrive aux grands équilibres de ce budget. Nous avons donc un budget principal et six budgets annexes. Le budget annexe funéraire est clôturé à l'issue de l'exercice 2017 et les crédits seront intégrés dès 2018, dès que les comptes seront terminés. Les résultats sont publiés sous vos yeux. Au total des budgets consolidés, nous finissons donc avec un excédent total de 39,9 millions d'euros. Nos dépenses réelles de fonctionnement ont été réalisées à 97 %. Les recettes ont été réalisées à 99 %. Nous avons un problème sur la section d'investissement. Elle a été réalisée à 61 %. Plusieurs raisons expliquent ce chiffre : les études sont beaucoup plus longues que ce qui était espéré ; il y a des recours ; il y a la peur des services, puisqu'en général on fait une année à partir de l'année précédente. Si on baisse trop, cela risque de se cumuler. C'est un point sur lequel nous avons des progrès à faire.

Concernant la répartition, je vous présente les dépenses réelles du Compte administratif (627 millions d'euros). La répartition est projetée. L'aménagement du territoire est à 10 %, le sport, la culture et la cohésion sociale à 17 %, l'environnement à 20 %, etc. Vous avez cela sous les yeux. Il n'est pas utile que je le commente. Les recettes réelles du Compte administratif sont sous vos yeux. Les impôts économiques sont à 15 %, les taxes ménages à 37 %, les attributions de compensation et les dotations à 10 %. Vous avez le décompte des autres impôts.

Le tableau le plus significatif est celui que vous avez sous les yeux et dans le rapport. Il s'agit des grandes masses du Compte administratif 2017. Au total, les chiffres les plus importants sont les dépenses de personnels inférieures à 100 millions d'euros, les charges générales un peu inférieures à 170 millions d'euros, la subvention d'équilibre versée au budget annexe des transports à 22 millions, etc. Au total, vous notez que nous avons une épargne brute à 184 millions d'euros, une épargne nette à 132 millions d'euros, un résultat de clôture à 70 millions d'euros et un résultat net à 40 millions d'euros.

Concernant la section de fonctionnement, si on la regarde d'un peu plus près, ce slide vous présente la répartition : les charges de personnels (22 %), les charges à caractère général (34 %), etc. Les intérêts de la dette sont à 6 %. On précise concernant ces dépenses que les dépenses réelles de fonctionnement en 2017 se sont élevées à 432 millions d'euros, soit une progression de 4,9 % par rapport à 2016. Des charges ont été transférées, en particulier celles du Département. Il est également à noter que ces chiffres, en particulier sur cette première ligne, de nos dépenses 2018, 2019 et 2020 vont être calculés. On a droit à 1,5 % pour 2018. On a une évolution de 4,9 % en 2017. C'est vous dire l'importance du travail que nous avons à faire pour atteindre 1,5 % en 2018. Les charges à caractère général ont augmenté de 3 %, les charges de personnels de 9 %. Vous avez cela sous les yeux. Dans les charges à caractère général, le budget principal est de 144,3 millions d'euros contre 140 millions d'euros en 2016. Concernant le budget annexe assainissement, des travaux étaient reliés à l'équipement Maera, ce qui explique l'augmentation à 2,62 millions d'euros, contre 2,2 millions d'euros en 2016. Dans le rapport que vous avez sous les yeux, nous avons mis les principales charges à caractère général, depuis le contrat de collecte porte à porte (20,9 millions d'euros) et le contrat de nettoyage voies publiques (19,4 millions d'euros), jusqu'aux frais de communication et d'affranchissement (500 000 euros).

Les dépenses de personnels consolidées vous donnent une évolution, sur le budget principal, de 85 millions d'euros en 2016 à 93 millions d'euros en 2017, soit une augmentation de 8 millions d'euros. À périmètre constant, nous n'étions qu'à 88 millions d'euros. À cela s'ajoutent les mutualisations et le transfert des charges. 2017 est une année d'évolution de la structure de l'effectif métropolitain, suite à des changements de périmètres. Nous avons enregistré la compétence voiries départementales et la montée en puissance du processus de mutualisation des services. Au 31 décembre 2017, nous finissons l'année avec 1 996 agents. Des mesures nationales se sont imposées à nous, comme aux autres collectivités locales : la seconde partie de l'augmentation du point d'indice (0,6 %) et la mise en œuvre des dispositions du protocole parcours professionnel, carrière et rémunération.

Les autres charges de gestion sont restées stables en 2017. Au sein du budget annexe transports, la contribution financière de TaM s'est élevée à 61,2 millions d'euros, en hausse de 2,3 % par rapport à 2016. Les subventions aux associations porteuses de lien social se sont élevées à 32,3 millions d'euros, en hausse de 1,3 million d'euros. Dans le texte qui vous a été remis, vous avez les principales subventions qui ont été versées. Je souligne 13 millions d'euros versés à l'Opéra et l'Orchestre national, 1,5 million d'euros à Montpellier Danse, 2,2 millions d'euros à l'Office de tourisme et des congrès, 1,3 million d'euros au Montpellier Rugby Club

Association et 900 000 euros à l'ASASP. On n'a pas été très bien récompensés par des déclarations qui n'ont pas été marquées par une très grande élégance. On pouvait espérer mieux que 1,3 million et 900 000 euros en retour. Il s'agit aussi de 600 000 euros au Montpellier Handball Association et 1,1 million d'euros à l'ASASP, et de 300 000 euros au Montpellier Hérault Sport Club et 1,2 million d'euros à l'ASASP pour le centre de formation.

Les charges financières sont de 11,2 millions d'euros pour le budget principal, de 2,7 millions d'euros pour le budget annexe assainissement et 11 millions d'euros pour le budget annexe transports. Ces charges financières ont baissé de plus de 4,5 % par rapport à 2016. Cela tient à la gestion active de la dette sur laquelle nous travaillons et au maintien des taux d'intérêt faibles. Nous avons des taux variables qui sont restés négatifs pour un certain nombre de nos emprunts.

Concernant les recettes de fonctionnement, vous avez le tableau sous les yeux. Les impôts ménages sont à 23 %, les impôts entreprises à 35 % et le reste se décline – je n'insiste pas puisque vous pouvez le lire. Concernant ces recettes, vous voyez l'évolution. Les recettes réelles de fonctionnement ont augmenté de 5 %, les impôts de 4 %, les dotations et compensations ont diminué de 9 %, les attributions et compensations ont augmenté de 15 % et les autres recettes de 11 %. Le tableau suivant donne cette répartition pour que vous ayez une vision claire de la structure des impôts ménages et entreprises.

Concernant la section de fonctionnement, je dois vous parler des taux. Pour la quatrième année consécutive, les taux n'ont pas bougé à la Métropole. Néanmoins, nous avons obtenu une croissance des bases d'imposition, qui détermine une évolution nominale de 3,7 %. Je vous rappelle qu'en 2017 la revalorisation forfaitaire a été de 0,4 %. La taxe d'habitation et la taxe d'enlèvement des ordures ménagères ont connu des variations réelles de base assez faibles, entre 1,3 et 1,6 %. La CVAE affiche une augmentation de 9,4 %. C'est la meilleure progression constatée depuis sa création. L'année dernière, on avait une baisse de 3,5 %. Mais c'est un impôt relativement nouveau, que nous suivons très mal, parce que les entreprises peuvent payer avec un retard d'un voire deux ans. Il est donc très difficile de faire des prévisions dans ce domaine. Le versement des transports a augmenté de 3,1 %. Je rappelle que, pour la deuxième année consécutive, nous avons perçu la taxe sur la consommation finale d'électricité, qui nous a été transférée par les communes de Montpellier et de Grabels.

Je vous rappelle la section de fonctionnement sur le tableau que vous avez sous les yeux, avec les taux de taxe d'habitation ville centre et groupement en 2017. Je sais que cela se renvoie à des réalités différentes, les communes et leur groupement n'ont pas tous les mêmes périmètres de compétences. Néanmoins, comme c'est une statistique qui est à mon avis significative, elle vous montre que dans le domaine des impôts, en ajoutant la taxe d'habitation ville centre au groupement, nous sommes à 34,57 %, derrière Lille, Strasbourg, Toulouse et Marseille. On est sixième. Concernant le foncier bâti, ce n'est pas tout à fait la même chose. Nous sommes seconds, derrière Nantes et Grenoble – mais Grenoble n'est pas tout à fait dans la même strate que nous.

Nous avons contribué au redressement des finances publiques en 2017 à nouveau. Cela représente une baisse cumulée de plus de 162 millions d'euros pour la période 2014-2020. Ce prélèvement aboutit à une minoration de notre capacité d'investissement de l'ordre de 300 millions d'euros. Cela vous est projeté sur le tableau.

Je dis deux mots sur les attributions et dotations de compensation. Les attributions de compensation versées par les communes sont de 56,1 millions d'euros en 2017, égales à celles de 2016. La dotation de compensation versée par le Département est de 8,3 millions d'euros. Cette dotation est appelée à augmenter au fur et à mesure que les emprunts contractés par le Département sur cette compétence seront affaiblis. Concernant l'évolution des dotations, vous l'avez sur le graphique.

Je dis un mot sur le produit des services, qui s'est élevé à 25 millions d'euros pour le budget principal et 53 millions d'euros pour les budgets consolidés. Vous en avez la liste à la page 23 du rapport : les redevances eau et assainissement pour 27 millions d'euros, le produit de collecte des déchets pour 7,4 millions d'euros, etc.

J'en arrive à la section d'investissement du Compte administratif. Les dépenses réelles d'investissement sont de 195 millions d'euros en 2017, contre 201 millions en 2016, soit une baisse de 2,8 %. Dans le budget principal, la baisse est de 1 %. Le budget annexe funéraire n'est pas significatif. Le budget annexe assainissement non collectif a augmenté de 24 %. L'eau brute a disparu. L'évolution du budget annexe transports est de 0 % et celle du budget annexe transports de -15 %.

Concernant les recettes d'investissement, les recettes réelles passent de 74 millions d'euros en 2016 à 88 millions d'euros en 2017, soit une augmentation de 19 %. Les subventions ont diminué. Le fonds de compensation de la TVA a considérablement augmenté. La taxe d'aménagement a également augmenté. Voilà pour ce qui est des recettes.

Dans le rapport, vous avez le résultat de la taxe d'aménagement. La taxe d'aménagement est encaissée par la Métropole. Elle est répartie suivant le désir de chaque commune, qui peut en demander le retour de 0 à 100 %. Dans le rapport, il est donné la situation de toutes les villes et de tous leurs choix.

La section d'investissement est consolidée. La dette était de 961 millions d'euros au Compte administratif 2015, de 959 millions en 2016 et de 953,4 millions en 2017, soit un encours de 2 049 euros par habitant. Sur le tableau suivant, vous avez un focus sur la dette. Le taux moyen de la dette est de 2,55 %, la durée résiduelle moyenne de 17 ans et 10 mois. Le taux fixe de l'encours est de 53 %, le taux variable de 47 %. La structure de la dette est équilibrée à 50-50. Pour les experts, c'est la répartition qui est la moins risquée. La répartition des emprunts se fait auprès de 14 prêteurs. Selon le classement de la charte Gissler, 94 % de la dette est classée en 1A. Vous savez que nous avons deux prêts classés 3E dans la charte Gissler, qui représentent un montant total de 25 millions d'euros et que nous suivons avec une très grande attention. Ces deux prêts bénéficient de la garantie du fonds de soutien. On la mobilisera si cela est nécessaire. Nous avons également cinq prêts surveillés classés 2B dans la charte Gissler. Vous avez la répartition de l'encours de dette suivant les différents budgets. Le principal représente 42 %, le transport 49 % et l'assainissement 9 %.

Concernant les indicateurs financiers du Compte administratif, l'épargne brute est en augmentation, à 138 contre 131 en 2016. L'épargne nette est de 86, contre 76 en 2016. Le taux d'épargne brute reste identique à 24,2 %. L'encours de dette passe de 960 à 953 au 31 décembre 2017. La capacité de désendettement de l'ensemble du budget consolidé est passée de 7,3 années à 6,9. Si je regarde simplement le budget principal, nous sommes passés de 4,8 à 4,4 années. Ce niveau, ce résultat est tout à fait remarquable. Je le dis parce que vous risquez de ne pas le dire. Il faut bien que quelqu'un le dise. Autant que je le fasse moi-même. Le taux d'épargne évolue de 24,6 à 24,2 entre 2015 et 2017. J'ai déjà parlé de la capacité de désendettement. Vous avez l'évolution de la capacité de désendettement.

Au total, c'est un budget 2017 pour l'emploi. Nous avons dépensé 140 millions d'euros en investissements et 148 millions d'euros en fonctionnement. C'est donc une commande de 288 millions d'euros qui a été adressée aux entreprises. Si j'utilise le ratio de la Fédération nationale des travaux publics, cela représente 2 900 emplois directs ou indirects.

Voilà la première partie du rapport, la partie financière. La seconde partie porte sur les réalisations thématiques. Il y a trois thèmes : une Métropole qui entreprend, une Métropole qui protège, une Métropole qui fédère.

Concernant la Métropole qui entreprend, le premier thème est le transport et les mobilités. Vous avez la répartition entre le fonctionnement, l'investissement et le personnel (avec le nombre de personnes). 61 millions d'euros ont été versés à TaM pour l'exploitation du réseau, 47 millions d'euros pour l'équilibre des contrats, 14 millions pour les compensations tarifaires. Nous avons financé 4,8 millions d'euros d'achats de matériels roulants, dont 10 bus au gaz naturel de ville, et 1,7 million d'euros pour les distributeurs de titres du réseau. Les investissements pour le bouclage de la ligne 4 ont représenté plus de 6 millions d'euros. 1,25 million d'euros ont été consacrés au financement du Groupement pour l'Insertion des Handicapés Physique. En 2017, il s'agit de la poursuite du Schéma directeur de jalonnement, des études de remise à niveau sur Montpellier, de la déviation de Castries, de la gare Montpellier Sud de France et de l'intégration du patrimoine des routes départementales. Nous gérons 13 parkings et ouvrages sur les communes de Montpellier et Castelnau-le-Lez.

Le deuxième thème est l'économie, l'innovation et l'attractivité, avec un budget de fonctionnement, d'investissement et 4,5 millions d'euros de personnels pour la masse salariale. Il est à souligner que nous avons un incubateur, qui est internationalement reconnu. Madame MARION ne m'écoute pas alors que je voudrais lui rendre hommage. Mais elle n'écoute pas du tout. C'est la loi du genre. Tant pis, je ne répète pas. Concernant le label French Tech, nous avons inauguré en 2017 l'Hôtel French Tech, qui accueille des entreprises innovantes. Nous nous sommes structurés pour obtenir ce label et pour le conserver.

Concernant la Métropole tournée vers l'international et l'immobilier des entreprises, la Métropole a enregistré en 2017 les meilleurs volumes de transactions depuis la création de l'Observatoire de l'immobilier : +25 % par rapport à 2016, avec 900 projets d'implantation. Enfin, 1,5 millions d'euros de crédits ont été consacrés à l'équipement pour l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation.

Je signale également dans ce chapitre notre activité au sein du tourisme. Une subvention de 2,2 millions d'euros a été versée à l'Office du tourisme en 2017. Nous avons également lancé en 2017 une étude pour définir un schéma de développement et d'aménagement touristique, qui vous sera présenté avant la fin de l'année.

Enfin, je souligne que la Métropole d'excellence européenne en santé se construit à travers le projet Montpellier Capital Santé. On m'a donné un chiffre, qui ne figure pas là, lors d'une inauguration. Dans le secteur de la santé, dans la Métropole, nous enregistrons plus de 50 000 emplois. Dorénavant, on pourra dire : Toulouse, c'est Airbus ; Montpellier, c'est la santé.

Concernant le développement durable et l'aménagement du territoire, l'année a été marquée par les axes de développement et d'aménagement durables de la Métropole, avec la révision du SCoT. Des projets majeurs ont été réalisés : le déplacement de l'A9 et le contournement Nîmes-Montpellier.

Dans le domaine du logement social, nous avons mobilisé 1,5 million d'euros d'aides déléguées par l'État et 2,4 millions d'euros sur les fonds propres de la Métropole. Nous avons aidé à la réhabilitation des cités universitaires Boutonnet et Vert-Bois. Nous avons également mobilisé 1 million d'euros pour les études de préfiguration du nouveau projet de rénovation urbaine dans les quartiers Mosson et Cévennes. Concernant la politique d'aide à la réhabilitation du parc privé, il s'agit de 3,4 millions d'euros de fonds en délégation de l'ANAH et de 2 millions d'euros de fonds propres de la Métropole.

Concernant les acquisitions foncières sur ce thème, il s'agit de 3,6 millions d'euros autour du pôle d'échanges multimodal de Baillargues, de 2,5 millions d'euros pour l'acquisition de l'ancienne maternité Grasset, qui est le futur site du conservatoire régional de Région, de 1,5 million d'euros pour l'acquisition du Mas des Brousses en liaison avec l'aménagement du futur quartier Cambacérès.

Concernant les gens du voyage, la Métropole a confié un mandat à la SA3M pour les études et la réalisation d'un réseau de 260 places d'aires d'accueil et de 680 places d'aires pour le grand passage.

Enfin, sur ce thème, 4,9 millions d'euros ont été consacrés à la conduite d'opérations d'aménagement, 2 millions sur la concession Cambacérès et 1,35 million sur différentes concessions d'aménagement. De nouveaux outils d'aménagement ont fait leur apparition à travers notamment les Projet Urbain Partenarial, qui ont généré 2,6 millions d'euros de dépenses d'investissement.

Concernant le thème de la gestion des espaces publics, la répartition est indiquée. Nous avons réalisé 5,6 millions d'euros de travaux sur les infrastructures routières, dont la déviation de l'ancienne route départementale à Castries, la RD17 à Grabels et les aménagements de réseaux de voiries (1,3 million d'euros). Je ne détaille pas l'activité de ce thème sur les différents pôles (pôle de Montpellier, pôle Vallée du Lez, pôle Cadoule et Bérange, pôle Littoral). Vous avez cela dans le rapport.

Le deuxième thème est la Métropole qui protège. Concernant l'environnement et la gestion des déchets, des opérations de travaux ont été menées dans les déchetteries de Baillargues et de Laverune. On a consacré 400 000 euros à l'entretien courant en mobilier des déchetteries. La rénovation du parc de conteneurs s'est achevée en 2017 avec un montant de 600 000 euros. La régie et le contrat de collecte se sont élevés à 23 millions d'euros. La régie de collecte a aussi investi 700 000 euros dans l'achat de conteneurs et matériels roulants. Nous avons financé 600 000 euros en travaux d'aménagement sur le casier 2 de Castries, et 400 000 euros sur l'extension du centre de tri Demeter.

Concernant l'eau, l'assainissement, la lutte contre les inondations, vous avez les chiffres sous les yeux. 97 % des opérations prévues au schéma directeur d'assainissement sont terminées à ce jour. En 2017, il y a eu des travaux sur l'intercepteur Est pour 2,18 millions d'euros, pour ce collecteur de près de 12 kilomètres qui permet d'acheminer les eaux usées des communes du Nord et de l'Est de Montpellier jusqu'à la station Maera. Le raccordement de Castries à Maera a été réalisé pour 1,17 million d'euros. 9 millions d'euros ont été consacrés aux travaux d'assainissement dans les communes. Vous en avez le détail. Les travaux à Maera ont

été réalisés avec l'étude pour la modernisation de la station pour un montant de 500 000 euros. Le schéma directeur d'eau potable a permis de réaliser en 2017 des travaux sur les ouvrages.

Dans le domaine de la défense extérieure contre l'incendie, notre contribution au Service Départemental d'Incendie de Secours est élevée en 2017 à 16,5 millions d'euros. Il s'agit de la gestion de la lutte contre les inondations et de la gestion des cours d'eau sur le territoire de Montpellier (400 000 euros), de l'aménagement du pont des Pradiers (800 000 euros), de la protection contre les inondations de la Mosson (300 000 euros).

Le troisième thème est une Métropole qui fédère. Dans le domaine de la cohésion sociale, sur le thème de la politique de la ville, il s'agit du début des travaux dans le futur cimetière métropolitain, de la téléalarme qui équipe 1 510 habitants de notre Métropole. Concernant les sports, vous avez le tableau sous les yeux. Il s'agit de travaux en 2017 à la piscine Héraclès de Saint-Brès pour 4,8 millions d'euros, des études pour la réhabilitation du centre nautique Neptune de la Mosson, de 1,4 million d'euros pour l'amélioration du réseau des piscines. Il s'agit aussi de travaux concernant l'accessibilité pour la piscine olympique d'Antigone et le complexe Yves du Manoir. Pour les stades, des travaux ont été faits sur le palais des sports Bougnol, sur le stade de la Mosson, sur le complexe Yves du Manoir qui fête cette année ses dix ans. Il s'agit ensuite du développement du sport, avec 9,6 millions d'euros de subventions au total, qui font de notre institution un partenaire majeur dans ce domaine. J'ajoute aux équipes que j'ai données initialement notre participation à l'Open Sud de France de tennis, au tournoi international de tennis féminin, au championnat du monde d'handball, au Festival International des Sports Extrêmes.

Concernant la culture – dernier slide –, nous avons poursuivi en 2017 une politique culturelle ambitieuse et dynamique. Le nouveau conservatoire de Région a été lancé. Il devrait être inauguré en 2020. La structure actuelle du conservatoire a néanmoins mobilisé un budget de fonctionnement de près de 6 millions d'euros. Concernant l'offre culturelle pour la jeunesse, il s'agit du projet pédagogique DEMOS sur lequel mon collègue Bernard TRAVIER vous donnera tous les renseignements supplémentaires que vous désirez. Nous avons 14 médiathèques métropolitaines, auxquelles nous ajoutons la démolition et la reconstruction de la médiathèque Aimé Césaire à Castelnau-le-Lez. Il s'agit aussi de l'attractivité du territoire, avec nos soutiens aux différents festivals (festival Montpellier Danse, festival Radio France, festival Cinemed) et autres manifestations culturelles (la Métropole fait son cinéma, la Métropole fait son cirque, la Comédie du Livre). Enfin je vous rappelle que le futur centre d'art de Montpellier Méditerranée Métropole doit ouvrir le 1^{er} juillet 2019. Les travaux ont été poursuivis tout au long de l'année 2017. Il s'agit aussi de travaux sur le musée Fabre. Nous avons soutenu l'Opéra Orchestre National à hauteur de 13 millions d'euros, comme les années précédentes. Le dernier point concerne l'Agora et l'action de Montpellier Danse.

Vous avez également dans le rapport un certain nombre d'annexes sur lesquelles j'attire votre attention. Ces annexes vous donnent tous les renseignements possibles dont vous avez besoin pour faire une analyse complète. L'annexe 1 concerne les grandes masses, l'annexe 2 concerne les tableaux des différents budgets (budget principal et budgets annexes), l'annexe 3 concerne la synthèse des mutualisations de personnels en 2017. Madame TOUZARD, qui suit cette affaire avec Monsieur BONNAL est absente, mais on a écrit cela en pensant à eux, ainsi qu'à Madame DARDE. Comme cela, ils ont tous les renseignements qu'ils demandent. L'annexe 4 comporte le tableau des réalisations des PUP. Les PUP ne peuvent pas fonctionner en Autorisation de Programme – Crédit de Paiement, parce que les sommes sont dépensées sur des lignes différentes. Mais vous avez la récapitulation de tous les PUP 2017, tels qu'ils ont été réalisés par la Métropole. L'annexe 5 vous présente le budget sous une forme synthétique, ce qui est nécessaire pour respecter le Code général des collectivités territoriales. Je n'ai pas d'autres annexes.

Au total, chers collègues, l'année 2017 est marquée par une action offensive de la Métropole, malgré les contraintes financières, dans la mesure où on est arrivé à les soutenir. Cela n'était pas facile, mais nous y sommes arrivés. Nous avons déployé des actions dans le cadre de nos politiques pour entreprendre, protéger et fédérer. Il s'agit aussi d'une mobilisation responsable de nos recettes. Une gestion rigoureuse de la section de financement nous a permis de réaliser 140 millions de dépenses d'équipement. Nos efforts ont été récompensés, puisque l'État nous a accordé 0,15 % supplémentaire sur le taux d'évolution de nos dépenses de fonctionnement dans le cadre du contrat financier que nous avons signé avec l'État le 23 mai. Le Préfet nous a donné le label qualité de gestion. Cette remarque, que vous allez soutenir, je l'espère, nous encourage à poursuivre l'équation de gestion que nous avons initiée en 2014 pour poursuivre une politique ambitieuse de développement des services publics sur notre territoire.

Je présente le budget, mais c'est un travail collectif. Avant de conclure, permettez-moi donc de remercier la

direction des Finances d'avoir composé ce rapport, en liaison avec les autres directions de la Métropole (Madame BEREGLI, Monsieur DOMEIZEL, Madame DREUX, Madame BERNARD), ainsi que l'ensemble de l'administration. Je veux aussi remercier tous mes collègues et l'administration, tous mes collègues Vice-présidents qui ont réalisé le travail dont j'ai rendu compte. Je crois que nous pouvons être fiers du travail qui a été réalisé. J'avais conclu la présentation du BP 2017 de la façon suivante. J'avais dit : « *Nous sommes rentrés au plan national et au plan local dans une ère nouvelle, qui nous condamne à faire mieux avec moins, selon la prescription de Didier MIGAUD, Président de la Cour des comptes.* » Nous y sommes arrivés. Merci à tous. Merci de m'avoir écouté.

Vous avez la parole. Personne ne demande la parole ? Madame LLEDO, vous avez la parole.

Audrey LLEDO

Merci, Monsieur LEVITA. Bonsoir. Merci de me donner la parole. Je suis assez étonnée d'ailleurs d'être la seule à la demander pour ce Compte administratif.

Intervention hors micro d'un élu.

J'ai aussi été étonnée. Concernant le Compte administratif, il y a plusieurs choses à dire. On sait que c'est la réalisation du budget qui a été voté pour l'année 2017. On peut remarquer plusieurs choses. D'abord que 97 % des dépenses de fonctionnement qui avaient été décidées ont été réalisées, mais qu'*a contrario*, 60 % seulement des dépenses d'investissement prévues ou annoncées ont été réalisées. Si on regarde cela d'un peu plus près, on voit aussi que la dette représente 12 % des dépenses réelles, ce qui veut dire qu'on est obligé de consacrer 12 % de notre budget et que, face à cela, on ne réserve que 10 % au développement économique, qui est pourtant l'une des compétences principales de la Métropole. On constate donc que le monde économique est pressuré par l'impôt et qu'en échange on n'investit pas assez pour le développer.

On peut également observer dans ce Compte administratif – une fois n'est pas coutume – que vous ne maîtrisez pas les dépenses de fonctionnement qui, cette année, ont augmenté de 4,9 %. Je m'inquiète donc pour le contrat financier que l'on a signé avec le gouvernement, qui exige que ces dépenses de fonctionnement augmentent de 1,2 % seulement. Je m'inquiète donc de savoir comment on va réussir à entrer dans les clous l'année prochaine et les années qui suivent. On remarque aussi une belle augmentation des charges générales, qui prennent 3 %, et des charges de personnels, qui explosent et prennent 9 %.

Si on s'intéresse maintenant aux recettes de fonctionnement, on constate que votre engagement de ne pas toucher aux taux d'imposition est clairement insuffisant, et ce n'est pas la première fois qu'on le dénonce dans cette enceinte. En effet, si le taux sur la taxe d'habitation à Montpellier et dans sa Métropole n'est pas tellement mauvais, puisqu'on est dans la moyenne des grands groupements de communes, mais concernant le foncier bâti, il y a encore pas mal de boulot parce que nous occupons la troisième place des grandes villes les plus imposées de France. Il n'y a pas de quoi en être fier. Je crois que dans un contexte aussi concurrentiel que le nôtre, il serait bon de faire passer ce taux de taxe sur le foncier bâti en-dessous des 30 % pour les années à venir.

Concernant les investissements, ils ne sont réalisés qu'à hauteur de 60 %. Cette réalisation est plutôt très faible et implique que, cette année, les dépenses réelles d'investissement baissent de 2,8 % par rapport au budget consommé. C'est confirmé par le ratio 8 (dépenses d'équipement brutes / recettes réelles de fonctionnement), qui n'est que de 24,2 %.

Je termine par un satisfecit concernant l'encours de la dette, qui baisse de 6 millions d'euros pour atteindre 953,4 millions d'euros, et notre capacité de désendettement, qui passe en-dessous des 7 années. C'était nécessaire et vous voyez que je le souligne quand même, Monsieur LEVITA.

En conclusion, en ce qui concerne la dette, ce n'est pas en augmentant les charges de structure et les charges liées aux dépenses de personnels tout en diminuant les dépenses sur l'équipement brut qu'on va atteindre l'objectif, mais plutôt en faisant strictement l'inverse, c'est-à-dire en diminuant au maximum les charges liées à la structure et aux personnels, tout en augmentant – dans la mesure du possible, bien sûr – l'investissement de notre Métropole. Parce que si l'encours baisse, il y a une chose qui ne cesse d'augmenter, c'est l'argent que vous et le gouvernement prenez dans la poche des Montpelliérains, des habitants de la Métropole, et plus largement dans la poche des Français. Finalement, avec l'augmentation du poids des charges, vous sacrifiez l'investissement que vous pourriez faire sur la Métropole de demain. Je crois donc qu'il y a encore beaucoup

de choses à faire, même si, je le souligne, on passe sous la barre des 7 années pour le désendettement – ce qui est une bonne chose. Merci.

Max LÉVITA

Anne BRISSAUD.

Anne BRISSAUD

Monsieur le Vice-président, chers collègues, vous dites faire mieux avec moins et vous appelez cela une condamnation. Je dirai plutôt que c'est une obligation vis-à-vis de nos concitoyens qui participent déjà suffisamment à l'effort collectif. Plutôt que de voir cela comme une condamnation, on pourrait très bien envisager les choses de façon positive et trouver les solutions adéquates pour réussir à faire mieux avec moins.

On va aller plus vite sur le sujet qui m'amène à vous dire qu'il y a plusieurs façons d'envisager les choses. Vous parlez de stabilité. Je ne comprends pas bien votre concept de stabilité. En regardant le détail, on observe que les recettes augmentent, que les dépenses augmentent et que les charges augmentent. Donc si c'est cela la stabilité, cela veut dire qu'il y a une stabilité dans l'augmentation des dépenses, des frais et, on le voit là, des dépenses de fonctionnement en particulier.

Concernant les dépenses de fonctionnement, on est à +4,9 % entre 2016 et 2017. En regardant le détail, sur les charges de personnels, on voit qu'entre 2016 et 2017, on a une augmentation de 3,5 %. On a vu dans le débat d'Orientation Budgétaire 2018 qu'elles continuent à augmenter de 3,8. On voit donc bien qu'on est dans une stabilité de l'augmentation. Si c'est cela que vous appelez stabilité et si c'est de cela que vous vous félicitez aujourd'hui, je ne partage pas votre avis.

Ensuite, on voit qu'on a une augmentation aussi des impôts. Même si on n'augmente pas la base, on voit bien que les recettes liées aux impôts augmentent. On le voit page 17 : il s'agit des recettes fiscales, avec une participation bien entendu des entreprises, qui est à hauteur de 210 millions d'euros, et des ménages, de 134 millions d'euros. Cette participation augmente d'année en année. Du fait de l'augmentation de la population, je vous l'accorde. Mais justement, est-ce qu'on ne pourrait pas réussir enfin à prendre en considération cette augmentation de la population, l'anticiper et s'en servir pour réussir à diminuer les frais et les charges. Ce n'est pas parce qu'il y a une augmentation de population que les charges augmentent. Au contraire, on peut réussir la mutualisation et bien d'autres qui pourraient nous permettre de mieux dépenser l'argent des Montpelliérains et des habitants de la Métropole.

Vous nous parlez ensuite de transparence. C'est le premier point de ce débat. Je ne remettrai certainement pas en cause la sincérité de ce document. C'est pour cela que je ne voterai pas contre. En revanche, concernant les outils de transparence, des outils vont bien sûr être mis en place – vous en avez donné trois –, qui sont liés aux obligations des collectivités vis-à-vis des citoyens. Mais ces outils de transparence peuvent être améliorés. Une amélioration que l'on pourrait espérer porte sur les comparaisons. De temps en temps, vous donnez les chiffres 2016 et 2017. Mais c'est trop exceptionnel. Quand on cherche à voir quelle est l'évolution et où on veut aller, c'est cela la transparence pour moi. C'est de dire aux habitants de la Métropole d'où on part et où on va. Ce n'est pas se contenter de faire l'obligation légale de déposer les comptes et d'avoir 6 000 pages de document à lire. Vous l'avez vu le document qu'on a reçu. On a plus de 6 000 pages à lire, à décortiquer. Heureusement qu'on a des équipes, des gens qui nous aident à comprendre tout cela, parce qu'on n'est pas experts. Tant mieux : les élus ne sont pas là pour être des experts de chaque domaine. En revanche, on est là pour comprendre, synthétiser et arriver à voir où vous voulez aller. Or ce document ne nous permet pas de savoir où vous voulez aller. On voit que vous augmentez les frais. On voit qu'on est en train de gérer une collectivité. Mais cette collectivité est un paquebot, c'est-à-dire que plus on avance, plus on dépense et plus on charge la mule. Il faut peut-être enfin qu'on arrive à changer de cap.

Je vois aujourd'hui que la sincérité des comptes n'est pas à remettre en cause – ce n'est pas l'objet. Par contre, votre capacité à trouver de nouvelles orientations, oui. Je vous dis donc que je ne voterai pas pour ce Compte, parce que je pense que vous n'avez toujours pas changé de cap et qu'il est urgent d'arriver à faire mieux avec moins, et même beaucoup moins. Merci.

Max LÉVITA

Merci Madame. Y a-t-il d'autres interventions ?

Que puis-je répondre ? D'abord, il faut bien comprendre, parce que je ne suis pas sûr que vous ayez bien

compris, ce que nous avons signé avec l'État. On a droit à 1,5 % d'augmentation dans la section de fonctionnement du budget principal, à périmètre constant. Dès que le périmètre change, des opérations ne sont pas dans le périmètre. Par exemple, Madame la Maire de Saint Jean de Védas est là : la médiathèque de Saint Jean de Védas est rentrée dans les médiathèques de la Métropole. Nous n'avions pas cette dépense en 2017 ; il faut qu'on la retire et qu'on discute avec les services du préfet. Si vous avez vu ce que nous avons signé, il y a une annexe comptable, et c'est bien à périmètre constant. Les dépenses de fonctionnement ont augmenté en 2017 par rapport à 2016. Mademoiselle LLEDO, vous avez raison. D'ailleurs, c'est marqué dans le texte. On n'a pas essayé de le cacher. Mais ce n'est pas à périmètre constant. La mutualisation s'est poursuivie et nous avons enregistré la compétence du Département. On n'est pas à périmètre constant. Je ne vous ai pas fait le calcul à périmètre constant, parce que cela n'a pas d'intérêt pour vous. Cela a un intérêt pour les services financiers quand nous en discutons.

Concernant la dette, elle est moyenne pour la Métropole. Elle est importante pour le budget annexe. Mais on a fait quatre lignes de tramway en un temps record. Il faut bien les faire, il faut bien les financer.

Par contre, Mademoiselle LLEDO, vous avez tout à fait raison : nous ne consacrons pas assez d'argent au développement économique. Je vous l'accorde. Je défends Madame MARION sur ce point-là, pour qu'elle obtienne davantage. C'est tout à fait nécessaire.

Avec Madame BRISSAUD, il est difficile de discuter. Je fais ce que je peux, le mieux que je peux. D'abord, les impôts n'augmentent pas.

Anne BRISSAUD

Les recettes liées aux impôts augmentent.

Max LÉVITA

Ils n'augmentent pas, mise à part l'augmentation fiscale qui a été décidée, donnée par l'INSEE, de 0,4 % en 2017. C'était dans la loi de finances 2017. Quand vous recevrez vos impôts en septembre, vous verrez une augmentation de 0,4 %. Si c'est plus que 0,4 %, ce qui arrive, c'est qu'il y a eu un changement d'appartement ou de situation familiale. Je vous donne toutes les comparaisons possibles et imaginables. Il n'en existe pas au niveau des métropoles. Je suis désolé. La DGCL donne tout. Vous pouvez regarder les comptes de la Métropole de Montpellier, comparer avec celle de Toulouse. Mais il n'y a pas de strate. La DGCL ne fait pas de comparaison des métropoles. Elle fait des comparaisons de villes. Vous pouvez comparer la Ville de Montpellier à qui vous voulez. Vous pouvez le faire sans difficulté.

Je vous signale que « faire mieux avec moins » était dans notre programme électoral. On s'était engagés et nous réalisons. Je ne suis donc pas du tout effondré devant cette maxime. C'est l'ordre que nous a donné le Maire, Président, quand nous avons été élus. On le réalise donc. Je suis content de le souligner.

Maintenant, je vais vous faire voter. C'est compliqué, parce qu'il faut faire voter budget par budget. Il faut que je trouve le papier. Voilà, je l'ai. On va donc voter le budget principal. Est-ce que je fais les dépenses et les recettes, Monsieur le Directeur Général des Services ?

Intervention hors micro d'un élu.

Il s'agit du Compte administratif, pardon. Concernant le budget principal, il s'agit de 207 214 106 euros en dépenses. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? Un vote contre ? Une abstention ? Deux abstentions ?

Il s'agit de 152 518 009 euros en recettes. S'agit-il du même vote ? Pour ceux qui ont connu Georges FRECHE, cela leur fera un petit moment d'émotion.

Concernant le fonctionnement, les dépenses s'élèvent à 389 617 337 euros. Même vote ? Même vote.

Les recettes de fonctionnement s'élèvent à 489 092 788 euros. Même vote ? Même vote.

Concernant le budget annexe des services funéraires, les dépenses s'élèvent à 5 620 045 euros. Même vote ? Même vote.

En recettes, il s'agit de 6 196 635 euros. Même vote ? Même vote.

Concernant le budget annexe assainissement, les dépenses s'élèvent à 16 626 680 euros. Même vote ? Même vote.

En recettes, il s'agit de 33 140 698 euros. Même vote ?

Intervention hors micro de René REVOL.

Les recettes s'élèvent à 33 140 698 euros.

Concernant l'investissement, les dépenses s'élèvent à 29 095 313 euros.

En recettes, il s'agit de 24 805 992 euros.

Concernant le service public d'assainissement non collectif, il s'agit en dépenses de 48 102 euros. Même vote.

En recettes, il s'agit de 156 674 euros. Même vote ? Même vote.

Concernant l'investissement, il n'y a pas de dépenses. En recettes, il s'agit de 6 591,42 euros. Même vote ? Même vote.

Concernant l'eau potable, dans la section d'exploitation, les dépenses s'élèvent à 6 816 722 euros. Même vote ? Même vote.

Concernant l'exploitation, en recettes, il s'agit de 10 009 256 euros. Même vote ? Même vote.

Concernant l'investissement, en dépenses, il s'agit de 1 179 563 euros. Même vote ? Même vote.

En investissement, en recettes, il s'agit de 1 739 073 euros. Même vote ? Même vote.

Concernant le transport, en exploitation, en dépenses, il s'agit de 86 736 225 euros. Même vote ? Même vote.

En recettes, il s'agit de 99 282 929 euros. Même vote.

En section d'investissement, en dépenses, il s'agit de 83 624 464 euros. Même vote ? Même vote.

Concernant l'investissement, il s'agit de 57 137 766 euros. Même vote ? Même vote.

Concernant le budget annexe parking, en exploitation, en dépenses, il s'agit de 647 621 euros. Même vote ?

En recettes, il s'agit de 2 248 347 euros. Même vote ?

En investissement, en dépenses, il s'agit de 34 722 euros. Même vote.

En recettes, il s'agit de 34 722 euros. Même vote.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Philippe SAUREL.

L'Assemblée adopte les sections des budgets détaillés dans la délibération à la majorité des voix exprimées :
- 2 abstentions (M. René REVOL et Mme Anne BRISSAUD) et 1 voix contre (Mme Audrey LLEDO), pour les sections du Budget Principal ;

- 1 abstention (Mme Anne BRISSAUD) et 1 voix contre (Mme Audrey LLEDO), pour l'ensemble des autres sections des budgets annexes, à savoir les sections des Budgets des Services Funéraires, de l'Assainissement, du Service Public de l'Assainissement Non Collectif, de l'Eau Potable, du Transport et des Parkings.

Chers collègues, je vous remercie. On peut appeler le Président.

Monsieur le Président reprend place à la tribune.

AFFAIRE N° 2 : TRANSITION CLIMATIQUE ET ENVIRONNEMENTALE, DEVELOPPEMENT DURABLE, BIODIVERSITE, CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE - REVISION DU PLAN CLIMAT EN PLAN CLIMAT AIR ÉNERGIE TERRITORIAL - OBJECTIFS POURSUIVIS - MODALITES DE CONCERTATION - APPROBATION

**M. Pierre DUDIEUZERE sort définitivement de séance et laisse un pouvoir à Mme Eliane LLORET (le pouvoir de M. Geniès BALAZUN donné à M. Pierre DUDIEUZERE est annulé).
Mme Chantal LEVY-RAMEAU et M. Hervé MARTIN sortent de séance.**

Monsieur le Président

Affaire n° 2. Il s'agit de la révision du Plan Climat en Plan Climat Air Énergie Territorial, des objectifs poursuivis et des modalités de concertation. Stéphanie JANNIN.

Stéphanie JANNIN

Monsieur le Président, chers collègues, le Plan Climat Énergie Territorial de 2013-2018, appelé PCET de Montpellier Méditerranée Métropole, a été approuvé le 6 février 2014. La loi de transition énergétique pour la croissance verte du 17 août 2015 impose à la Métropole d'engager une procédure de révision de ce Plan Climat en y intégrant les enjeux relatifs à la préservation de la qualité de l'air, ce qui est une très bonne chose.

Vous le savez, notre territoire est marqué par une croissance démographique très importante – nous sommes la septième ville de France – et parallèlement par une vulnérabilité importante au changement climatique et la présence d'une biodiversité remarquable, qui vient jusqu'aux portes de la ville, ce qui est assez rare pour des territoires métropolitains. Nous avons donc un enjeu particulier en matière d'adaptation au changement climatique.

Au cœur de l'action publique, nous plaçons la transition écologique et énergétique, adaptée à notre contexte méditerranéen, que l'on parle de climat, de géographie ou de la proximité à la mer, qui, par sa transversalité, irrigue la quasi-totalité des politiques publiques, insufflées par vous, Monsieur le Président, et portée par l'ensemble des Vice-présidents. La Métropole s'est engagée le 28 janvier 2017 dans le projet « *Montpellier Territoires : une Métropole productive* ». Le fil rouge de ce travail a été une coproduction avec les élus de la Métropole, en particulier les maires, pour fixer les valeurs que nous partageons pour ce territoire, afin de relever le grand défi de notre siècle, qui est celui de l'adaptation au changement climatique.

Ce projet fixe le cap d'un développement durable et équilibré du territoire. Il intègre, enrichit et définit les grands principes d'organisation spatiale des politiques publiques de la Métropole en matière d'accueil des populations et des entreprises, de déplacement, d'environnement, d'énergie, d'agroécologie, etc. Il s'agit bien ici d'un sujet de territoire en croissance. La feuille de route que vous m'avez donnée, Monsieur le Président, est celle d'un projet de transition écologique fort, qui crée plus d'emplois et plus de solidarités, car l'écologie n'est plus aujourd'hui l'affaire des dogmes partisans. Nous souhaitons transformer les obligations réglementaires en opportunités pour notre territoire et ses habitants. À ce titre, « *Montpellier Territoires : une Métropole productive* » constitue le socle programmatique des différentes démarches de planification, en cours et à venir : révision du schéma de cohérence territoriale, élaboration du programme local de l'habitat, du plan de déplacement urbain, du plan local d'urbanisme intercommunal, etc.

Dans ce contexte, le Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) a pour ambition de faire de notre territoire un territoire de référence en matière d'acclimatation.

Le PCET de 2014 que nous allons réviser se décomposait selon huit orientations stratégiques : trois dont les enjeux relèvent des pratiques et des fonctionnements internes des collectivités et cinq relevant du volet territorial, portant sur l'aménagement et le bâtiment, sur les transports et la mobilité, les énergies renouvelables, l'adaptation au changement climatique et les évolutions de comportement – qui sont évidemment très importantes pour les sujets que nous traitons. Nous proposons de coupler l'élaboration de ce PCAET à une démarche de schéma directeur des énergies (SDE), en lien avec la révision du SCoT et l'élaboration du PLU intercommunal. Elle apparaît comme un échelon pertinent pour mettre en œuvre la transition énergétique et écologique.

Je ne vais pas décrire l'ensemble des huit orientations stratégiques – rassurez-vous, ce serait un exercice très fastidieux – sur lesquelles nous aurions déjà beaucoup à dire, mais qui feront l'objet d'un travail partagé dans les mois à venir, puisque c'est bien l'objet de cette délibération : le lancement de cette démarche de Plan

Climat. Je serai bien sûr disponible pour répondre à des questions sur des thèmes que je n'aurais pas abordés dans ma présentation.

Je voudrais simplement insister sur trois points. Le premier concerne l'évaluation, le deuxième la limitation de l'émission des gaz à effet de serre, le troisième la question de l'adaptation au changement climatique.

Concernant l'évaluation, l'enjeu du contenu du futur Plan Climat est de taille. Mais l'évaluation que nous allons en faire pendant sa durée de vie l'est tout autant. On est donc dans des démarches qui se font sur le long terme. En effet, nous ne touchons pas là, pour certains points, à une science exacte. Bien qu'adossé à une donnée scientifique, le tissu local de nos chercheurs, que je consulte déjà depuis plusieurs mois, est d'ailleurs particulièrement qualitatif et nous est très envié. Les solutions à apporter sont transversales et nécessitent d'être éprouvées et amendées dans le temps de l'évaluation de ce Plan Climat. Si nous pouvons par exemple quantifier dans le temps l'émission des gaz à effet de serre, l'adaptation au changement climatique, elle, ne se quantifie pas. En ce sens, c'est bien une démarche collective que nous proposons, à mi-chemin entre les grands accords internationaux et les initiatives individuelles, associatives ou du milieu de l'entreprise, traitant de l'échelle des territoires, avec une contextualisation optimum. Ce qui, en d'autres termes, veut dire : pas de solution toute faite venue d'ailleurs, mais il s'agit bien d'une démarche qui colle au plus près de notre territoire métropolitain, en phase avec ses caractéristiques, ses atouts et ses difficultés. Pour nous aider, le suivi et l'évaluation du programme d'action du PCAET seront assurés par la mise en place de la démarche Cit'ergie. C'est un choix que nous proposons. Cette démarche européenne, promue en France par l'ADEME, poursuit deux objectifs : faire reconnaître au niveau national et européen la qualité de la politique et des actions de la Métropole en matière de climat, d'air et d'énergie à l'échelle de son territoire et au regard de ses compétences – sur la qualité de l'air, comme sur toutes les grandes agglomérations, le travail doit être poursuivi avec beaucoup de convictions – ; s'engager dans un processus d'amélioration continue. Le label est à renouveler tous les quatre ans. On comprend donc bien la démarche d'évaluation qui est réitérée à chaque fois.

Le deuxième point que je souhaitais préciser est la limitation de l'émission des gaz à effet de serre, qui est évidemment centrale dans la question du Plan Climat, avec deux volets principaux : la production d'énergie renouvelable et l'action sur le secteur du bâtiment et des transports – ce dernier point étant alimenté par les orientations qui seront précisées dans le plan de déplacements urbains. En effet, le diagnostic du Plan Climat de la Métropole, adopté en 2014, a identifié le bâtiment et les transports comme émetteurs principaux des gaz à effet de serre et plus gros consommateurs d'énergie sur notre territoire. Une part importante du Plan Climat portera donc sur la transformation de ces deux secteurs – c'est naturel – au travers de plusieurs projets portés par la Métropole de Montpellier, en cours de réalisation ou à engager. La plupart d'entre eux auront une incidence favorable sur l'économie locale et on peut sans risque supposer qu'ils seront synonymes de création d'emplois. Le bâtiment, qu'il soit à usage de logement ou de bureau privé ou public, représente 37 % des émissions de gaz à effet de serre dans la Métropole. La rénovation thermique du parc est prioritaire pour réduire ces émissions, et génère parallèlement une activité économique locale et peu délocalisable – ce qui est très important. On peut bien sûr parler de la rénovation thermique des logements du secteur privé, avec le programme de travaux sur les copropriétés des Trente Glorieuses dans le cadre de l'ÉcoCité, qui a un objectif de rénovation de 1 000 logements construits avant les premières réglementations thermiques. Nous pouvons aussi citer le lancement de la plateforme Rénov' Énergie que nous avons lancée dans le cadre de la semaine du développement durable, qui vise à simplifier la démarche du particulier qui souhaite se lancer dans un projet de rénovation. L'objectif est, à terme, d'accompagner 1 300 logements sur les trois ans de la convention que nous avons avec l'ADEME dans ce cadre. Les fédérations professionnelles sont partenaires de l'opération. Elles s'y associeront notamment en formant leurs personnels et en participant à l'animation. L'activité économique induite par ces deux démarches devrait bénéficier en premier lieu aux entreprises locales. On peut bien entendu citer aussi la rénovation thermique des bâtiments publics. Par exemple, le bâtiment dans lequel nous sommes aujourd'hui, en dix ans, a vu ses consommations diviser par quatre. Les consommations d'électricité ont baissé de 35 %, avec des travaux engagés à hauteur de 1 million d'euros dans le temps, qui ont permis de réaliser une économie de l'ordre de 200 000 euros sur chaque facture cette année. On voit bien qu'on a un retour sur investissement à mesure que les années avancent. Nous poursuivons bien entendu cette dynamique avec la nouvelle obligation réglementaire de mai 2017, relative à la rénovation thermique des bâtiments publics, sans oublier bien entendu la construction de bâtiments neufs exemplaires et connectés à leur quartier et/ou leur territoire. Car au-delà du thermique, la performance environnementale s'intéresse aux émissions de carbone sur l'intégralité du cycle de vie des matériaux de la construction, de l'exploitation jusqu'à la fin de vie. Enfin, l'échelle du bâtiment n'est plus seulement la plus pertinente en matière de développement durable et de transition écologique. La réflexion est désormais menée au niveau du quartier, voire du territoire, en prenant en compte toutes les composantes de l'aménagement ou de la rénovation

urbaine. La prise en compte de l'énergie grise dans les opérations de construction, même si elle est encore marginale aujourd'hui, sera la norme à court terme et conduit d'ores et déjà les maîtres d'ouvrage, dont la Métropole, à orienter leurs choix vers des matériaux biosourcés ou bas-carbone. De nouvelles filières doivent être structurées dans ce cadre et organisées localement – nous les encouragerons – pour que les matériaux de récupération gagnent en compétitivité. Il est par exemple encore difficile aujourd'hui à Montpellier de trouver des entreprises qui font de la démolition en récupérant les matériaux de construction ou encore des déchets inertes pour la voirie à des coûts compétitifs. Nous avons un travail collectif à faire sur ces différents points.

Concernant la production d'énergie renouvelable, dans le cadre de la loi TECV, la France s'engage à produire 32 % de sa consommation en énergie renouvelable en 2032. C'est un engagement qui est à décliner sur les territoires et sur lequel nous nous appuyons dans le cadre de cette révision du Plan Climat. Pour la Métropole de Montpellier, plusieurs types d'installations renouvelables peuvent concourir à l'atteinte des objectifs. Elles doivent toutes être largement développées. On peut penser à la biomasse, au bois énergie – qui est déjà largement utilisé par le réseau montpellierain de chaleur et de froid, avec un potentiel de développement encore plus important notamment sur les grosses chaufferies des bâtiments publics et privés, en remplacement des énergies fossiles. On peut parler des combustibles solides de récupération qui sont présents sur le territoire de la Métropole, Amétyst et Maera, qui représentent un potentiel important. La filiale en est encore à ses débuts. Elle doit être encouragée par la collectivité. Une étude de faisabilité est en cours pour Amétyst par exemple, et la solution a été intégrée au projet d'extension de Maera. On peut citer aussi le biogaz. Il s'agit aussi du solaire photovoltaïque ou thermique, avec aujourd'hui une Métropole qui équipe tous ses bâtiments neufs d'énergie renouvelable depuis 2007. À ce jour, par exemple, toutes les piscines sont solarisées, à l'exception d'Héraclès qui ouvrira au public en octobre 2018 et qui, elle, est chauffée au bois. Les autres bâtiments construits depuis 2007 produisent de l'électricité à partir de panneaux photovoltaïques. On peut citer aussi deux installations photovoltaïques : celle de Cap Oméga à Montpellier a été mise en service en juin 2018 ; une seconde équipera la piscine Poséidon à Cournonterral en fin d'année 2018. Je voudrais citer également trois projets portés par Énergie du Sud, qui déploie depuis plusieurs années des installations de grande ampleur sur le territoire, en particulier sur les parkings-relais de la TaM avec une installation de panneaux photovoltaïques sur le parking Georges Pompidou à Castelnau-le-Lez ou encore le parking Saint-Jean-le-Sec à Saint Jean de Védas. Il s'agit aussi de l'ancienne carrière de la Billière à Cournonsec, que vous avez inaugurée, Monsieur le Président, la semaine dernière, qui représente un parc de photovoltaïques au sol de 6 hectares – opération très importante. Il s'agit enfin du parking de la clinique Propara à Montpellier. Avec ces opérations, il s'agit d'un investissement de plus de 13 millions d'euros TTC. Les installations photovoltaïques représentent un potentiel de production d'énergie renouvelable important sur le territoire. Leur mise en œuvre permet d'injecter des sommes importantes dans l'économie locale. Par ailleurs, le développement de l'autoconsommation est à prévoir dans un avenir très proche, le coût du kilowatt-heure photovoltaïque étant déjà à parité avec celui du nucléaire. De nouveaux métiers sont à créer, notamment dans l'intelligence des réseaux, et la réglementation récente sur les tarifs d'acheminement ne favorise pas pour l'instant l'autoconsommation collective. Mais des évolutions à court terme viendront ouvrir de nouvelles perspectives. Aujourd'hui, beaucoup de citoyens ou de collectifs de citoyens sont déjà engagés dans ces perspectives.

J'en arrive enfin au troisième point, l'adaptation au changement climatique, qui est un point spécifique du Plan Climat. La gestion des ressources et la prévention des risques naturels sont au cœur des préoccupations de la Métropole et doivent s'exprimer par une urbanisation et des aménagements plus résilients. La Métropole doit en effet s'acclimater et atténuer finalement les effets d'une concentration de population au même endroit. On parle par exemple de la lutte contre les inondations, de l'effet d'îlot de chaleur urbain, de la dés-imperméabilisation, des conditions de remplissage de nos nappes phréatiques. Il s'agit de tout un fonctionnement en considérant la Métropole comme un écosystème. Certains sujets avaient d'ailleurs été évoqués lors du travail sur Montpellier Territoires. Il convient maintenant de les développer dans une autre échelle et avec plus de précisions dans le Plan Climat. Par exemple, nous avons posé le projet de dés-imperméabilisation des sols en milieu urbain. Aujourd'hui, nous devons avancer. Quelle surface ? Quelle répartition ? Quelle taille minimum pour une efficacité optimisée ? Quel type de sol souhaite-t-on retrouver pour une perméabilité efficace ? Comment utiliser toute la richesse de notre trame bleue, ce chevelu hydraulique qui avait été identifié dans Montpellier Territoires, pour alimenter nos nappes phréatiques – puisqu'on parle-là de la ressource en eau. Je pense fondamentalement que les territoires riches dans cinquante ans, seront ceux qui auront résolu leurs problèmes d'eau. Il s'agit encore de la plantation d'arbres qui permet des résultats en termes de lutte contre les inondations, avec les systèmes racinaires des arbres qui agissent comme des éponges. Vous y êtes très sensible, Monsieur le Président, je le sais. Quelles espèces d'arbres ? Où les planter ? Nous savons qu'en milieu urbain ces plantations ont un grand intérêt, notamment pour lutter

contre l'îlot de chaleur. Selon quel système de plantation ? Sans oublier la nécessité de mettre en place le contrôle et le suivi de ces plantations. Car, ce qui est important, ce n'est pas l'arbre qu'on va planter, mais bien l'arbre qui grandit et qui perdure. Nous savons aussi que la plantation d'arbres en milieu agricole, en frange des parcelles par exemple, tout autant que les choix d'agriculture raisonnée, ont aussi un impact très important sur les problématiques d'inondation. Ces stratégies seront élaborées et accompagnées d'un regard scientifique, puisqu'on parle vraiment d'une adaptation au changement climatique contextuelle.

Parallèlement, la Métropole est engagée dans la Cité Intelligente depuis huit ans. Je pense à ma collègue Chantal MARION qui porte cette délégation avec beaucoup de passion. Elle vise à imaginer de nouveaux services urbains et à stimuler l'économie par l'innovation. Ces services urbains sont soit directement maîtrisés par la collectivité, soit initiés ou accompagnés par elle, ou bien développés grâce à la mise à disposition des données. En partenariat avec les entreprises, les universités, les organismes de recherche et opérateurs d'État, la Métropole a la volonté de s'appuyer sur des solutions numériques pour améliorer les services et applications en direction de ses citoyens et usagers, pour favoriser une meilleure qualité de vie et pour accélérer les transitions énergétique et écologique. On peut imaginer beaucoup de choses : la gestion optimum des ressources, les parkings intelligents, la gestion de l'énergie dans les bâtiments, la détection des personnes dans les transports publics, la gestion du trafic, la gestion de l'éclairage public, les mesures du taux de pollution, la gestion des ordures ménagères, le suivi des crues, le tracking des vélos. Les usages sont illimités et la Cité Intelligente, dans sa dimension environnementale, offre déjà de formidables outils qui sont encore à exploiter.

Nous souhaitons donc orienter le Plan Climat vers une véritable stratégie pour un territoire soumis au changement climatique. C'est sans doute cette terminologie qui serait la plus juste, par rapport à la démarche que nous souhaitons engager. Cette stratégie doit être déclinée à court, moyen et long termes. Nous proposons finalement une stratégie alimentée à la fois par la Ville Intelligente et par la Ville du bon sens.

Pour finir, l'élaboration de ce PCAET se fera de manière concertée, avec les communes membres, au travers de la Conférence des Maires et d'ateliers de secteurs dédiés à la démarche, les acteurs du territoire infra- et extraterritoriaux, le milieu scientifique, le milieu associatif et, plus largement, la population avec la réalisation notamment d'un temps fort de type assise, atelier de travail, etc., et enfin le Conseil de développement qui sera saisi au tout début de la démarche sur ce sujet.

Je peux vous donner quelques éléments sur le calendrier prévisionnel : une première série d'ateliers de secteur avec les maires en octobre et novembre 2019 ; en cours d'année un temps fort de type assise ; une série d'ateliers partenariaux avec les acteurs du territoire et les scientifiques autour de certaines thématiques en février et avril 2019. S'agissant du schéma directeur des énergies, la Métropole souhaite, en partenariat avec les acteurs locaux, l'évolution coordonnée de ses réseaux d'énergie en lien avec l'aménagement du territoire et dans une démarche prospective. S'agissant du calendrier prévisionnel et les modalités techniques d'élaboration en ce qui concerne le PCAET, dans son évolution environnementale, dans la démarche Cit'ergie et sur le schéma directeur des énergies, le marché de prestation intellectuelle a été lancé. Les offres ont été remises, avec un appel d'offres en trois lots : le premier sur le PCAET, le SDE et Cit'ergie ; le deuxième sur l'organisation, l'animation, la communication et la concertation ; le troisième sur l'évaluation environnementale. La CAO se réunira fin juillet, avec une notification en septembre 2018 et un arrêt du projet de PCAET au quatrième trimestre 2019.

J'ai essayé de faire une synthèse. Vous imaginez que le sujet est tellement vaste qu'on pourrait y passer des heures. En tout cas, il me passionne. J'espère que vous aussi. Je suis disponible pour répondre à toutes vos questions.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Madame JANNIN. Vous avez entendu le brillant exposé de la rapporteure. Avez-vous des questions à poser ? Vous avez la parole. Je prends les ordres de parole. Monsieur REVOL.

René REVOL

Chers collègues, je voudrais d'abord remercier Madame JANNIN pour la qualité de son rapport sur l'actualisation du Plan Climat, avec énormément d'éléments. Je voudrais intervenir sur quelque chose qui est un peu particulier sur ce point. Je veux d'abord saluer l'idée d'un schéma directeur des énergies, qui effectivement dans les documents n'est pas obligatoire. On pourrait, vous avez raison, s'engager dans ce schéma directeur, qui pourrait d'ailleurs être lié à une vraie planification des investissements sur la décennie qui vient, pour réaliser de fait une planification écologique de notre territoire.

Je voudrais dire qu'à partir du moment où nous nous engageons dans cette transition énergétique et dans cette adaptation au changement climatique, nous n'avons pas simplement un effet sur notre territoire. Nous avons un effet sur l'ensemble de l'écosystème mondial. Il faut saluer les efforts qui sont lancés par de très nombreuses métropoles, à commencer d'ailleurs par certaines métropoles américaines qui ont décidé de s'organiser contre la décision du Président des États-Unis de se retirer de l'accord de Paris. Si on peut arriver à construire un réseau mondial d'action dans cette direction, cela sera un effet. J'ai été frappé par les chiffres qui ont été publiés hier concernant les migrations, et qui spécifient que le nombre de migrants sur l'année 2017 dans le monde a augmenté, puisqu'il est passé à 68 millions de personnes – plus que la population française –, dont l'immense majorité migre au sein des pays du Sud. Il faut le rappeler. C'est une toute petite partie qui est arrivée à migrer vers les pays du Nord. Il y a deux grandes causes. La première cause est naturellement les guerres et les persécutions qui sont devenues aujourd'hui un élément de notre monde, malheureusement. Deuxièmement, c'est le changement climatique – ce qui est souligné souvent comme la cause principale à l'échelle mondiale –, qui produit des migrations internationales gigantesques. Ce chiffre est marqué.

Je voudrais aussi dire à cette occasion que, la semaine dernière, j'ai été très honoré d'appartenir ici à une collectivité qui s'est jumelée avec la ville de Palerme. J'ai remarqué avec beaucoup d'intérêts l'intervention et les décisions prises par Monsieur ORLANDO, Maire de Palerme, qui avait organisé son port et pris les dispositions pour pouvoir accueillir l'Aquarius. C'est l'interdiction du nouveau Ministre de l'intérieur d'extrême droite qui l'a empêché d'ouvrir son port. Si vous regardez la déclaration qu'il a faite à ce moment-là, elle nous honore tous, puisqu'il n'a pas cherché à dire qu'il y avait une autre politique d'immigration – c'est un autre problème, plus vaste. Il a tout simplement dit une chose, en se référant d'ailleurs à la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, en se référant à tout l'humanisme depuis l'Antiquité : lorsque vous êtes face à des humains en détresse, vous leur tendez la main. C'est ce qu'il a fait. Donc je pense qu'on peut s'honorer d'être jumelé avec une ville qui a pris cette position, quelle que soit d'ailleurs l'orientation politique de son maire. On ne la partage peut-être pas, mais ce n'est pas notre problème. Il a eu, en l'occurrence, une attitude que d'autres auraient dû avoir aussi, sans détourner le regard à ce moment-là. Je voulais saluer ce moment-là.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur REVOL. Je l'aime bien, la position politique de Leoluca ORLANDO. Divers gauche, ancien communiste, réformateur, chrétien. En Italie, les choses sont un peu différentes qu'en France en ce qui concerne les rapports de l'État avec les religions. Mais je me félicite aussi de cela. D'ailleurs, j'ai été interviewé par les *Inrocks* sur les relations entre Montpellier et Palerme. Pour aller plus loin que ce que vous dites, Leoluca ORLANDO a proposé la charte de Palerme, qui est un droit à la mobilité internationale. Il considère que les migrations font partie de ce qu'on pourrait appeler un droit naturel au niveau planétaire. Mais c'est un peu de la récupération, quand même, Monsieur REVOL, de parler de ce sujet dans l'affaire de Madame JANNIN. Qui demande la parole ? Personne ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Abstention : 1 voix

S'est abstenue : Mme Audrey LLEDO

AFFAIRE N° 3 : HORS COMMISSION - CANDIDATURE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE AU LABEL DE « VILLES ET PAYS D'ART ET D'HISTOIRE » - APPROBATION

M. Eric PENSO sort définitivement de séance et laisse un pouvoir à M. Hervé MARTIN (le pouvoir de M. Renaud CALVAT donné à M. Eric PENSO est annulé).

M. Christophe COUR et M. Roger CAIZERGUES sortent de séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 3. Il s'agit de la candidature de Montpellier Méditerranée Métropole au label de « Villes et Pays d'art et d'histoire ». J'ai présenté le même document que j'ai vous lire en Conférence des Maires. Il a obtenu l'unanimité de tous les maires présents.

De quoi s'agit-il ? C'est d'abord un projet de territoire qui a pour but la valorisation de l'ensemble des patrimoines. Le label est octroyé par le ministère de la Culture. Cela se passe en trois étapes. La première étape est la candidature. La deuxième étape est le diagnostic. La troisième étape est le projet. Il faut présenter dans ce dossier cinq politiques publiques : patrimoine bâti, immobilier, matériel ou archéologique (autrement dit, les paillasses de Courmonterral peuvent faire partie du patrimoine immatériel), l'urbanisme, le paysage, l'architecture récente et contemporaine et les arts plastiques. Ce sont les cinq thématiques qui font partie de ce label.

Ensuite, il s'agit de la déclinaison des thèmes sur le territoire. Plusieurs thèmes structurant le territoire pourraient être envisagés. Il s'agit tout d'abord de l'architecture médiévale, qui est présente dans les 31 communes. Il s'agit ensuite de l'enseignement de la médecine et de la diffusion des savoirs, qui est spécifique à la faculté de médecine de Montpellier, la plus ancienne encore en exercice en Europe. Il s'agit du patrimoine immatériel au travers des traditions locales, j'en ai dit un mot tout à l'heure, du rapport entre l'architecture et les paysages, et de l'architecture contemporaine. On devait passer les photos. J'avais prévu 31 photos qui correspondaient aux 31 communes. Je suis allé trop vite, peut-être. J'ai surpris la régie.

Le planning est le suivant. En juin 2018, validation obtenue de la première étape. Nous avons donc eu l'aval du ministère. Ce label, aujourd'hui, ne concerne que les villes et les pays. Aucune métropole n'a obtenu ce label. Nous serions donc la première au niveau national. Ensuite, en juin et juillet 2018, c'est l'étape 2 : le diagnostic du territoire. Voilà, la tradition taurine est aussi patrimoine immatériel. De septembre à février 2019, c'est l'étape 3 : le projet de territoire. En juin 2019, c'est-à-dire dans un an : passage en conseil national des Villes et Pays d'art et d'histoire. Ainsi, si toutes les étapes sont franchies avec bonheur, nous aurons un label qui sera partageable par les 31 communes.

Avez-vous des questions à poser ? Pas de question. Mon ami Marcel VIDAL, ancien maire, sénateur de Clermont-l'Hérault, m'avait dit : « Le patrimoine rassemble. C'est toujours consensuel. » Il avait raison. Je me plais à le citer. Contre ? Abstention ? Je vous remercie.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

AFFAIRE N° 4 : SECURITE - CONVENTION DE CREATION ET DE FONCTIONNEMENT DE LA MAISON DE LA JUSTICE ET DU DROIT DE LATTES - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 4. Il s'agit de la Convention de création et de fonctionnement de la Maison de la justice et du droit de Lattes. Nous avons déjà parlé plusieurs fois de cette affaire en séance publique. Avez-vous des observations à formuler ou des questions à poser ? Contre ? Abstention ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

AFFAIRE N° 5 : SECURITE - GESTION DE LA MAISON DE LA JUSTICE ET DU DROIT DE LATTES ET DISPOSITIF TRAVAUX D'INTERET GENERAL (TIG)/ MESURE PENALE DE REPARATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Christophe COUR entre en séance.

M. René REVOL sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 5. Il s'agit de la gestion de la Maison de la justice et du droit et l'appel à des travaux d'intérêt général (TIG). Contre ? Abstention ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

AFFAIRE N° 6 : PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - PLATE-FORME D'OBSERVATION DES PROJETS ET STRATEGIES URBAINES (POPSU) - CONVENTION DE PARTENARIAT A INTERVENIR AVEC L'ETAT ET LE GIP ATELIER INTERNATIONAL DU GRAND PARIS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 6 : planification et aménagement durables du territoire. Il s'agit de la plate-forme d'observation des projets et stratégies urbaines (POPSU). Ce sont des études que nous allons mener au mois de juillet. Contre ? Abstention ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

AFFAIRE N° 7 : PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - DECLARATION DE PROJET VALANT MISE EN COMPATIBILITE DU PLAN D'OCCUPATION DES SOLS DE LA COMMUNE DE FABREGUES - OPERATION LINK CITY - APPROBATION

Mme Chantal LEVY-RAMEAU entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 7 : déclaration de projet valant mise en compatibilité du Plan d'occupation des sols de la commune de Fabrègues. Personne ne demande la parole ? Contre ? Abstention ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

AFFAIRE N° 8 : PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - ECOCITE "ODE A LA MER" - CONCESSION D'AMENAGEMENT ROUTE DE LA MER - COMMUNES DE LATTES ET DE PEROLS - GARANTIE D'EMPRUNT A LA SOCIETE D'AMENAGEMENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE (SA3M) - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire n° 8. Il s'agit d'Écocité « Ode à la Mer », de l'aménagement Route de la Mer dans les communes de Lattes et de Pérols. Il s'agit de la garantie d'emprunt. Qui demande des explications à Chantal MARION ? Contre ? Abstention ?

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Philippe SAUREL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

Contre : 1 voix

A voté contre : Mme Audrey LLEDO.

AFFAIRE N° 9 : PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - PROJET URBAIN PARTENARIAL (PUP) ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LA SCI « BOULEVARD ERNEST RENAN MTP » - BOULEVARD ERNEST RENAN - MONTPELLIER (PARCELLES CL69, 421, 423 ET 718) - APPROBATION

M. René REVOL, M. Roger CAIZERGUES entrent en séance.

M. Pascal KRZYZANSKI et M. Arnaud MOYNIER sortent de séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 9. Projet urbain partenarial (PUP) entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SCI, boulevard Ernest Renan MTP. Qui demande des explications ? Contre ? Abstention ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

AFFAIRE N° 10 : PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - PROJET URBAIN PARTENARIAL (PUP) ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LA SCI « BOULEVARD ERNEST RENAN MTP » - OPERATION SISE BOULEVARD ERNEST RENAN - MONTPELLIER (PARCELLE CL716) - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire n° 10. Projet urbain partenarial entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SCI, boulevard Ernest Renan MTP, opération sise Boulevard Ernest Renan, parcelle CL716. Pas d'avis contraires ? Je mets l'affaire aux voix. Contre ? Abstention ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

AFFAIRE N° 11 : PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - PROJET URBAIN PARTENARIAL (PUP) ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE, MARIGNAN RESIDENCES SNC ET FDI HABITAT SA - OPERATION SITUEE ENTRE LES RUES ADAM DE CRAPONNE, BOUSCHET DE BERNARD ET ANTERRIEU - COMMUNE DE MONTPELLIER - APPROBATION

M. Jean-Luc COUSQUER et M. Jean-Luc MEISSONNIER sortent de séance.

Mme Michèle DRAY-FITOUSSI sort de séance (le pouvoir de Mme Lorraine ACQUIER donné à Mme Michèle DRAY-FITOUSSI est provisoirement annulé).

Monsieur le Président

Affaire n° 11 : Projet urbain partenarial entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SCI, Résidences SNC et FDI habitat SA, opération située entre les rues Adam de Craponne, Bouschet de Bernard et Anterrieu. Il s'agit du quartier Figuerolles. Je mets l'affaire aux voix. Contre ? Abstention ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, M. Yvon PELLET, M. Noël SEGURA.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 74 voix

AFFAIRE N° 12 : PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - PUP LES JARDINS D'EDEN - REAL IMMO PROMOTION - COMMUNE DE SAINT JEAN DE VEDAS - APPROBATION DU PROJET DE CONVENTION INITIALE - INSCRIPTION DES CREDITS CORRESPONDANTS AU BUDGET DE LA METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 12 : PUP les Jardins d'Eden, REAL IMMO PROMOTION, à Saint Jean de Védas. Pas de demande d'intervention ? Contre ? Abstention ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 77 voix

AFFAIRE N° 13 : PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - PROJET DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE LA MOSSON - ÉTUDE JURIDIQUE ET FONCIERE MOSSON SUD - CONVENTION DE COFINANCEMENT MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE / CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS (CDC) / ÉTABLISSEMENT PUBLIC NATIONAL D'AMENAGEMENT ET DE RESTRUCTURATION DES ESPACES COMMERCIAUX ET ARTISANAUX (EPARECA) - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 13 : Projet de renouvellement urbain de la Mosson, étude juridique et foncière Mosson Sud. Il s'agit de l'EPARECA, pour les commerces. Contre ? Abstention ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 77 voix

AFFAIRE N° 14 : FINANCES - REGLEMENT BUDGETAIRE ET FINANCIER - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire n° 14 : règlement budgétaire et financier, approbation. Qui demande des explications à Max LEVITA? Je mets l'affaire aux voix. Contre ? Abstention ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

Abstention : 1 voix

S'est abstenue : Mme Audrey LLEDO

AFFAIRE N° 15 : FINANCES - REPARTITION 2018 DU FONDS NATIONAL DE PEREQUATION DES RESSOURCES INTERCOMMUNALES ET COMMUNALES (FPIC) - APPROBATION

**M. Hervé MARTIN (avec le pouvoir de M. Eric PENSO) entre en séance.
M. Noël SEGURA et Mme Maud BODKIN sortent de séance.**

Monsieur le Président

Affaire n° 15. Il s'agit toujours de Monsieur LEVITA pour la répartition 2018 du Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales. Monsieur LEVITA

Max LÉVITA

Chers collègues, dans le cadre du Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales, le montant qui nous a été alloué s'élève à 12 220 478 euros. La répartition de cette somme a été effectuée dans le cadre du droit commun, c'est-à-dire d'une part entre l'EPCI et les communes membres – on tient compte du coefficient d'intégration fiscale – et d'autre part entre les communes membres en fonction de l'insuffisance du potentiel financier par habitant et de la population. Cette répartition nous a été notifiée par la Préfecture de l'Hérault. Les montants s'établissent de la façon suivante : 6 452 000 euros sont alloués à la Métropole ; les 5 761 000 euros qui suivent sont alloués aux communes en fonction des critères que je viens de vous indiquer.

Monsieur le Président

Pas de demande d'intervention. Je mets l'affaire aux voix. Contre ? Abstention ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

Abstention : 1 voix

S'est abstenue : Mme Audrey LLEDO

AFFAIRE N° 16 : FINANCES - CONVENTION DE SERVICES COMPTABLES ET FINANCIERS - APPROBATION

Mme Sonia KERANGUEVEN sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 16 : Convention de services comptables et financiers. Qui demande des explications à Max LEVITA ? Je mets l'affaire aux voix. Contre ? Abstention ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 75 voix

Abstention : 1 voix

S'est abstenue : Mme Audrey LLEDO

AFFAIRE N° 17 : FINANCES - RECOUVREMENT DES RECETTES DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - AUTORISATION ACCORDEE A LA TRESORERIE MUNICIPALE - APPROBATION

Mme Michèle DRAY-FITOUSSI (avec le pouvoir de Mme Lorraine ACQUIER) entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 17 : recouvrement des recettes de Montpellier Méditerranée Métropole, autorisation accordée à la trésorerie municipale. Contre ? Abstention ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

Abstention : 1 voix

S'est abstenue : Mme Audrey LLEDO

AFFAIRE N° 18 : FINANCES - DEFINITION DU TARIF ET CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'UN TERRAIN INTERCOMMUNAL - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

**M. Jean-Luc MEISSONNIER, M. Noël SEGURA et M. Pascal KRZYZANSKI entrent en séance.
M. Rabii YOUSSEF sort de séance.**

Monsieur le Président

Affaire n° 18 : définition du tarif et convention de mise à disposition d'un terrain intercommunal. Contre ? Un contre. Vous voulez prendre la parole, Madame LLEDO ? Vous avez la parole.

Audrey LLEDO

Merci de me donner la parole sur cette affaire n° 18, parce que je crois qu'il y a énormément de choses à dire sur cette affaire, sur l'association. Pour cela, j'aimerais d'abord recontextualiser un peu. Nous sommes le 20 juin 2018, en Conseil Méditerranée Métropole, édifice de la République. Cette affaire a pour sujet, en gros, la location d'un terrain intercommunal pour la célébration religieuse de l'Aïd, qui aura lieu au mois d'août. Là, cela bloque déjà. En effet, nous représentons la République. Vous représentez la République. La République est laïque. Je suis donc très étonnée, voire outrée de voir que vous permettez la location d'un terrain pour une célébration religieuse comme celle-ci, qui implique un abattage rituel. Mais après votre participation à la rupture du jeûne vendredi, je crois que plus rien ne m'étonne. Mais sachez que, peu importe les croyances, les électeurs ne sont pas dupes.

Intervention hors micro.

Laissez-moi finir. Ne vous énervez pas tout de suite.

Monsieur le Président

C'est très bon. Continuez. À chaque fois que vous dites un mot je gagne une voix. Allez-y.

Audrey LLEDO

Je ne crois pas. Vous en avez perdu beaucoup vendredi dernier. Vous en perdrez beaucoup au mois d'août.

Monsieur le Président

Ne vous inquiétez pas. Ne vous faites pas de souci. On comptera dans l'urne.

Audrey LLEDO

Je ne me fais pas de souci. On comptera, bien sûr. Au-delà de cela, plusieurs choses m'interpellent, sur l'association – j'y reviendrai plus tard – et sur le principe-même. Je me rappelle d'un débat que l'on avait eu au Conseil Municipal de Montpellier sur Rodrigo GARCIA. Vous vous étiez mis vent debout contre cet homme qui faisait des pièces où il tuait des homards vivants sur scène. Là, par contre, vous monnayez l'abattage rituel et le fait d'égorger un mouton conscient. Quid de la loi ? Cela ne vous pose aucun problème. Vous allez certainement me sortir l'argument suivant : grâce à cela, on maîtrise, on sait ce qu'il se passe, on voit l'hygiène, etc. Mais cet argument ne tient pas du tout, parce que cela n'excuse pas le fait que vous cautionnez et que vous vous fassiez de l'argent sur le dos de moutons qui vont être égorgés vivants, des centaines (450 l'année dernière), tout cela en crachant au visage du principe de laïcité, en crachant au visage des habitants de la Métropole, parce que c'est une insulte et une lâche tentative d'achat de voix. C'est cautionner la torture des animaux, alors que la loi exige de veiller au minimum à l'endormissement des animaux avant leur mise à mort. Vous préférez louer un terrain intercommunal, alors que vous auriez pu agir autrement. L'Aïd n'est pas simplement l'abattage rituel. Cela aurait pu être autre chose. Cela pourrait être du don à des associations, etc. Vous auriez pu faire comme Fabien ENGELMANN, maire d'une toute petite commune dans l'Est de la France, Algrange, qui lui, pour l'Aïd, a décidé sauver les moutons qui allaient se faire égorger. Il a pu le faire ; vous auriez pu le faire.

Intervention hors micro.

Laissez-moi finir. En fait, il y a plusieurs choses que j'ai du mal à saisir, quand même. Vous faites la guerre à plusieurs choses. Je vais vous montrer.

Audrey LLEDO présente une image représentant une crèche.

Vous faites notamment la guerre aux crèches et aux santons, parce que c'est terrible, c'est mal. Dans le hall des mairies, on n'en veut pas.

Audrey LLEDO présente une image représentant l'égorgement d'un mouton.

Par contre, égorger un mouton vivant ne pose pas de problème, tant qu'on fait du fric. Pas de souci. Génial. Les Montpelliérains vont vraiment apprécier. Je crois que vous perdez encore une fois des voix.

Je vous l'annonce, vous l'avez bien compris : je serai vent debout, moi, contre ce partenariat, contre cette convention avec cette association notamment, parce qu'elle est complètement floue. J'ai fait un peu de recherches sur cette association. Vous me connaissez : j'en fais toujours. C'est marrant, parce qu'on ne trouve rien sur l'association. Pas de bilan financier. Rien. Par contre, s'il y a une chose qu'on trouve, c'est qu'elle est très proche, voire dépendante, du Conseil régional du culte musulman. Quand on voit les locaux, ce n'est pas un abattoir, mais une mosquée. Cela n'a donc rien à voir. On se pose des questions aussi, notamment sur le financement, plus que flou. La Région y met son grain. La Métropole y mettra son grain. Tout le monde y met son grain. Cela vous rend complice, parce qu'on ne sait même pas si les employés ont des agrégations. Je ne comprends pas que vous puissiez faire cela. Je trouve cela honteux. Je m'opposerai donc clairement, par conviction, à cette convention, et bien sûr au soutien que vous faites à cet abattage cruel et au fric que vous vous faites là-dessus. Je crois que les électeurs vont apprécier. Je crois qu'ils apprécieront le vote des élus de la Métropole. Parce que les gens ne sont pas bêtes. Ils regardent vos votes. Ils vont voir qui cautionne, qui ne cautionne pas, qui a fait des recherches, si cette association est floue ou pas floue, quels sont leurs financements, ce qu'elle fera réellement de l'argent qu'elle va récolter. Ce sera tout.

Monsieur le Président

Merci, Mademoiselle LLEDO. Monsieur MEISSONNIER.

Jean-Luc MEISSONNIER

Monsieur le Président, chers collègues. Mademoiselle LLEDO, je tiens à dire que vous faites un amalgame qui n'est pas justifié. À Baillargues, dès 2001, j'ai permis l'installation d'un abattoir pour fêter, notamment par rapport à nos amis, l'Aïd, la fin du ramadan. Je trouve que c'est très bien. Cela respecte pas mal de choses, notamment les traditions. Quand vous faites une comparaison avec les crèches, je crois qu'il y a le maintien de toutes les traditions. À Baillargues, depuis que je suis élu, il y a une crèche dans la mairie. Cela n'empêche pas d'avoir aussi un abattoir qui respecte certaines traditions.

Intervention hors micro d'Audrey LLEDO.

Laissez-moi parler. Je vous ai laissé parler, Mademoiselle LLEDO. Si vous voulez, on en discutera ailleurs, dans d'autres conditions. Je vous trouve charmante.

Interventions hors micro.

En tout cas, je tiens à dire qu'il serait très bon que vous puissiez prendre les mesures de ce que vous dites, lorsque vous faites des comparaisons entre les crèches et les histoires d'abattage de moutons qui respectent certaines traditions. Quand on accueille les gens, comme on peut le faire en France, on respecte toutes les traditions, quelles qu'elles soient. Ce ne sont pas 500 moutons sacrifiés qui peuvent justifier votre comportement. En tous les cas, je voterai des deux mains ce que nous proposons. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur MEISSONNIER. Je voudrais revenir sur la laïcité, dont vous parliez tout à l'heure. Pour moi, il y a deux façons de voir les choses. Soit on ne rentre dans aucun des lieux où s'exerce la religion, quelle que soit la religion. Madame DANAN a demandé la parole. Je conclurai ensuite.

Perla DANAN

Merci, Monsieur le Président. Je voudrais dire à Mademoiselle LLEDO et à mes collègues que cette notion de laïcité est complètement éculée et fausse. La laïcité n'est pas de niveler tout le monde, parce que l'on pense que cela est bien – ce que vous faites – et que tout ce que font les autres est suspect. En même temps, c'est sûrement un peu douteux. La laïcité est de permettre à chacun, justement, de respecter ses traditions, de respecter les gens, dans leur croyance ou leur non croyance, de connaître les gens, de connaître ses concitoyens, de partager des moments, de partager des émotions, de partager des moments forts. Même si on n'est pas du même culte, même si on est athée et qu'on a quelqu'un de religieux en face, peu importe. La vraie laïcité qui amène à la paix sociale est celle-là. Ce que vous préconisez, c'est-à-dire de penser que vous savez et de vouloir aligner tout le monde d'après ce que vous savez, cela amène au populisme et au totalitarisme. Merci.

Monsieur le Président

Si j'étais parlementaire et si j'avais à m'exprimer sur la réforme de la Constitution, je réinstallerai le préambule de la I^{ère} République *in extenso*. C'est-à-dire que la République est placée sous les auspices de l'Etre suprême, l'Etre suprême pouvant être Dieu, la nature, la musique, la beauté ou l'Homme lui-même. Voyez-vous ? Monsieur GRAND, vous devriez m'applaudir des deux mains quand je dis cela.

Interventions hors micro.

Vous devriez vous lever et faire une standing ovation.

Jean-Pierre GRAND

(...) Si maintenant vous voulez mettre en plus la République.

Monsieur le Président

Je n'ai pas tout suivi, mais ce n'est pas grave. Il y a deux façons de voir les choses. Je suis pour la I^{ère} République. Je mets l'affaire aux voix. Contre ? Abstention ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 79 voix
Contre : 1 voix

A voté contre : Mme Audrey LLEDO

Intervention de Jean-Pierre GRAND hors micro.

On a voté. Je viens de faire voter l'affaire n° 18. Monsieur GRAND.

Jean-Pierre GRAND

On prend du temps à réfléchir sur la laïcité, qu'on ne peut pas déconnecter aujourd'hui de toutes les dérives que nous vivons. Ce qu'a dit à l'instant Perla DANAN est frappée au coin du bon sens. Je voudrais dire qu'une fois encore, je m'honore de mener depuis quarante ans le combat contre l'extrême droite et le Front National. Ce soir, mes convictions ont été encore plus renforcées. Merci.

Monsieur le Président

C'est de la récupération de l'autre côté. Cela se voit que vous vous êtes baignés ensemble, tout nus, dans la même rivière, parce que c'est la même méthode. Il faut de l'humour.

Interventions hors micro

AFFAIRE N° 19 : HORS COMMISSION - MISSION ECONOMIQUE ET PROSPECTION D'ENTREPRISES INNOVANTES A MONTREAL - MONTPELLIER CITE CREATIVE, FRENCH TECH - MISSION INSTITUTIONNELLE DANS LE CADRE DU JUMELAGE AVEC LA VILLE DE SHERBROOKE - DU 1ER AU 7 JUILLET 2018

M. Arnaud MOYNIER entre en séance.

Monsieur le Président

On passe à l'affaire n° 19 : mission économique et prospection d'entreprises innovantes à Montréal. Qui demande des explications ? Je mets l'affaire aux voix. Contre ? Abstention ?

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Stéphanie JANNIN.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

Abstention : 1 voix

S'est abstenue : Mme Audrey LLEDO

AFFAIRE N° 20 : HORS COMMISSION - DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL - MISSION D'AFFAIRES ET INSTITUTIONNELLE A FES (MAROC) DU 21 AU 24 JUIN 2018 - PARTICIPATION AU DIGIWORLD SUMMIT AFRICA - AUTORISATION ET FINANCEMENT DE LA MISSION

Monsieur le Président

Affaire n° 20 : développement international. Il s'agit de la mission à Fès. C'est Madame MARION qui nous représentera. Contre ? Abstention ?

Nous devons être présents à Fès, dans notre ville jumelle, pour le festival des musiques sacrées. C'est Monsieur Abdi EL KANDOUSSI qui nous y représentera.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

AFFAIRE N° 21 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT - OBSERVATOIRE DE L'IMMOBILIER DU COMMERCE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET DE SON AIRE URBAINE 2018/2022 - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 21 : Observatoire de l'immobilier du commerce de Montpellier Méditerranée Métropole. Qui demande la parole ? Contre ? Abstention ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, Mme Véronique PEREZ, M. Philippe SAUREL, M. Sauveur TORTORICI.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

AFFAIRE N° 22 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT - CLUSTER AUTOMOTECH - CONVENTION DE PARTENARIAT

Monsieur le Président

Affaire n° 22 : Cluster Automotech. Qui demande des explications à Chantal MARION ? Contre ? Abstention ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

AFFAIRE N° 23 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT - ATTRIBUTION DE SUBVENTION A FRENCHSOUTH.DIGITAL - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 23 : attribution de subvention à FrenchSouth.Digital. Contre ? Abstention ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

AFFAIRE N° 24 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT - ATTRIBUTION DE SUBVENTION A L'ASSOCIATION LA MELEE, ANTENNE DE MONTPELLIER - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 24. C'est l'attribution de subvention à la Mêlée. Contre ? Abstention ?

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Eric PETIT.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

AFFAIRE N° 25 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT - PACTE METROPOLITAIN D'INNOVATION - MONTPELLIER CAPITAL SANTE - AVENANT A LA CONVENTION DE SUBVENTION AU CNRS POUR LE PROJET INCUBASCIENCES - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 25 : Pacte métropolitain d'innovation, Montpellier Capital Santé. Qui demande des explications à Chantal MARION ? Personne ? Contre ? Abstention ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

AFFAIRE N° 26 : ENERGIE ET TRANSITION ENERGETIQUE - MAINTENANCE GENIE CLIMATIQUE - AVENANT N°4 A LA CONVENTION DE MUTUALISATION AVEC LA VILLE DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Gilbert PASTOR sort de séance (le pouvoir de M. Yvon PELLET donné à M. Gilbert PASTOR est provisoirement annulé).

Monsieur le Président

Affaire n° 26, rapportée par Madame LLORET : maintenance génie climatique, avenant n° 4 à la convention de mutualisation avec la Ville de Montpellier. Un mot, Madame LLORET, s'il vous plaît.

Éliane LLORET

Je ne peux pas trop parler, parce que je suis un peu enrhumée. Je vais y arriver. Il s'agit du quatrième avenant qui est signé...

Monsieur le Président

C'est la fête à Sussargues ?

Éliane LLORET

Absolument, à partir de ce soir.

Monsieur le Président

J'avais compris.

Éliane LLORET

Cela n'a pas encore commencé. Imaginez comment je vais être dimanche.

Monsieur le Président

C'est les premiers symptômes du Pastis.

Éliane LLORET

C'est cela. Je crois qu'il n'y a que du Pastis ce soir. Jean-Luc ?

Il s'agit donc de l'avenant n° 4 à la convention de mutualisation avec la Ville de Montpellier, qui concerne la maintenance du bâtiment génie climatique. On y ajoute des équipements entretenus, en ajoutant l'Opéra Comédie, la surface du siège de la Métropole puisqu'il y a la Coupole Sud en plus. Je pense que c'est tout ce que je peux vous dire là-dessus.

Monsieur le Président

Parfait. C'est très clair. Contre ? Abstention ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

AFFAIRE N° 27 : ADMINISTRATION GENERALE, AFFAIRES JURIDIQUES, CONTENTIEUX - BILAN DES ACQUISITIONS ET DES CESSIONS POUR L'ANNEE 2017 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 27 : bilan des acquisitions et des cessions pour l'année 2017. Qui veut des explications auprès d'Isabelle GUIRAUD, Vice-présidente ? Pas de demande d'intervention ? Contre ? Abstention ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

AFFAIRE N° 28 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 534 LOGEMENTS SOCIAUX - GARANTIE GLOBALE DES EMPRUNTS MOBILISES PAR L'OPH ACM HABITAT AUPRES DE LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS ENTRE LE 30 NOVEMBRE 2016 ET LE 31 MAI 2018 - DELIBERATION N°14168 DU 25 OCTOBRE 2016 - MODIFICATION

Monsieur le Président

L'affaire n° 28 est rapportée par Monsieur SEGURA : construction de 534 logements sociaux. Il s'agit des emprunts mobilisés par l'OPH ACM Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations. Contre ? Abstention ?

Si Noël SEGURA veut prendre la parole, il m'interrompt à tout moment.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Gérard CASTRE, M. Robert COTTE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, Mme Patricia MIRALLES, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 72 voix

AFFAIRE N° 29 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 4 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE « LE CLOS SAINTE MARGUERITE » RUE DE L'AIGUELONGUE A MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNTS A ACM HABITAT, OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme Sonia KERANGUEVEN entre en séance.

M. Cyril MEUNIER sort de séance (le pouvoir de Mme Carole DONODA donné à M. Cyril MEUNIER est provisoirement annulé).

Monsieur le Président

Affaire n° 29 : construction de 4 logements sociaux au Clos Sainte Marguerite, rue de l'Aiguelongue. Sainte Marguerite.

Intervention hors micro d'un élu.

C'est pour cela que les révolutionnaires avaient changé les mois, les jours, les noms de famille, les prénoms. J'ai eu la chance de faire un mémoire de maîtrise avec feu Gérard CHOLVY. Et j'ai étudié les prénoms révolutionnaires dans les villages mi-partis (catholiques, protestants). Il m'avait proposé d'étudier Marsillargues. Parce qu'à Marsillargues, il y avait 50 % de la population catholique et 50 % protestante. On s'est aperçu que les protestants, effectivement, avaient davantage utilisé les prénoms révolutionnaires que les catholiques. Les prénoms révolutionnaires sortaient de tout le patrimoine figuratif des saints pour prendre des noms qui étaient empruntés à la nature : Lune, Prune, Tuya. Il s'agissait aussi des mois révolutionnaires : ventôse, pluviôse, germinal, messidor, nivôse et les autres. Il s'agissait également des prénoms des révolutionnaires eux-mêmes. L'étude des prénoms est très intéressante. Vous voyez qu'il s'agit là de Sainte Marguerite. Contre ? Abstention ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Gérard CASTRE, M. Robert COTTE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, Mme Patricia MIRALLES, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 71 voix

AFFAIRE N° 30 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 8 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE « LE MAS D'AIGUELONGUE », 55 RUE DU MAS CALEND A MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNTS A LA SA D'HLM PROMOLOGIS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 30 : construction de 8 logements sociaux à la résidence Le Mas d'Aiguelongue, rue du Mas Calenda. Contre ? Abstention ?

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Sauveur TORTORICI.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

AFFAIRE N° 31 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 4 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE « FLEUR DE COTON », 1900 RUE GASTON BACHELARD A MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNTS A LA SA D'HLM PROMOLOGIS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 31. Construction de 4 logements sociaux à la résidence Fleur de Coton, rue Gaston Bachelard à Montpellier. Contre ? Abstention ?

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Sauveur TORTORICI.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

AFFAIRE N° 32 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 11 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE « TERRA JAZZ », PLACE SIDNEY BECHET A MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNTS A LA SA D'HLM PROMOLOGIS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 32 : construction de 11 logements sociaux à la résidence Terra Jazz, place Sidney Bechet à Montpellier. Contre ? Abstention ?

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Sauveur TORTORICI.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

AFFAIRE N° 33 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 6 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE « BILOBA », 625 RUE DE LA MARQUEROSE A MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNTS A LA SA D'HLM PROMOLOGIS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 33 : construction de 6 logements sociaux à la résidence Biloba à Montpellier. Contre ? Abstention ?

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Sauveur TORTORICI.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

AFFAIRE N° 34 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 7 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE « ALTO », 54 AVENUE DU PROFESSEUR GRASSET A MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNTS A LA SA D'HLM PROMOLOGIS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 34 : construction de 7 logements sociaux à la résidence Alto. Contre ? Abstention ?

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Sauveur TORTORICI.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

AFFAIRE N° 35 : LOGEMENT - OPERATION PROGRAMMEE D'AMELIORATION DE L'HABITAT DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE MONTPELLIER 2016-2021 - QUARTIERS COURREAU / FIGUEROLLES / NORD-ECUSSON - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA REHABILITATION DE DEUX COPROPRIETES - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 35 : opération programmée d'amélioration de l'habitat de renouvellement urbain de Montpellier 2016-2021. Contre ? Abstention ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 78 voix

AFFAIRE N° 36 : LOGEMENT - OPERATION PROGRAMMEE D'AMELIORATION DE L'HABITAT DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE MONTPELLIER 2010-2016 - QUARTIERS GAMBETTA / FIGUEROLLES / NORD-ECUSSON - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS COMPLEMENTAIRES POUR LA REHABILITATION D'UNE COPROPRIETE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 36 : opération programmée d'amélioration de l'habitat, quartiers Gambetta, Figuerolles, Nord-Ecusson. Il s'agit d'attribution de subventions. Contre ? Abstention ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 78 voix

AFFAIRE N° 37 : COHESION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE, LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE - CONVENTIONS DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LES PARTENAIRES DU TERRITOIRE DANS LE CADRE DE LA PLATEFORME COLLABORATIVE METROPOLITAINE CLAUSE SOCIALE - CONVENTIONS DE PARTENARIAT - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 37 : conventions de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et les partenaires du territoire dans le cadre de la plateforme collaborative métropolitaine. Contre ? Abstention ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 78 voix

AFFAIRE N° 38 : COHESION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE, LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE - ASSOCIATION FORMATION CAP EMPLOI FOR.C.E - CHANTIER D'INSERTION DE BATIMENT SECOND ŒUVRE AU FEMININ SUR LA COMMUNE DE MURVIEL-LES-MONTPELLIER - SUBVENTION - CONVENTION - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 38 : Association Formation Cap Emploi FOR.C.E, chantier d'insertion. Qui demande des explications auprès de la rapporteure, Annie YAGUE? Je mets l'affaire aux voix. Contre ? Un contre. Abstention ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

Contre : 1 voix

A voté contre : Mme Audrey LLEDO

AFFAIRE N° 39 : COHESION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE, LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE - POLITIQUE DE LA VILLE - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS POUR L'ANNEE 2018 - PROGRAMMATION COMPLEMENTAIRE - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire n° 39 : politique de la ville, attribution de subvention aux associations pour l'année 2018. Qui demande la parole ? Personne. Je mets l'affaire aux voix. Contre ? Abstention ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

Abstention : 1 voix

S'est abstenue : Mme Audrey LLEDO

AFFAIRE N° 40 : RESSOURCES HUMAINES - MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire n° 40, rapportée par Madame ILLAIRE : modification du tableau des emplois et des effectifs. Qui demande la parole ? Qui veut poser des questions à Régine ILLAIRE ? Personne. Contre ? Abstention ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

Abstention : 1 voix

S'est abstenue : Mme Audrey LLEDO

AFFAIRE N° 41 : CULTURE - CONSERVATOIRE A RAYONNEMENT REGIONAL - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LE FESTIVAL RADIO FRANCE OCCITANIE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 41 : conservatoire à rayonnement régional. Il s'agit d'un partenariat avec le festival Radio France. Pas de demande d'intervention ? Je mets l'affaire aux voix. Contre ? Abstention ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, Mme Isabelle MARSALA, Mme Caroline NAVARRÉ, M. Bernard TRAVIER.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 74 voix

AFFAIRE N° 42 : CULTURE - CONSERVATOIRE A RAYONNEMENT REGIONAL - DEMANDE DE FINANCEMENT 2018 AUPRES DE LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DE L'HERAULT DANS LE CADRE DU DISPOSITIF DEMOS - APPROBATION

Mme Stéphanie JANNIN et Mme Rosy BUONO sortent de séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 42 : conservatoire à rayonnement régional, demande de financement auprès de la Caisse d'allocations familiales. C'est pour le projet DEMOS, que dirige avec brio notre Vice-président clarinettiste, Bernard TRAVIER, au t-shirt violet. Je mets l'affaire aux voix. Contre ? Abstention ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 76 voix

AFFAIRE N° 43 : CULTURE - DIRECTION DES MEDIATHEQUES ET DU LIVRE - CHARTE DE CONSERVATION EN BIBLIOTHEQUE - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire n° 43 : Direction des médiathèques et du livre, charte de conservation en bibliothèque. Pas de demande d'intervention ? Contre ? Abstention ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 76 voix

AFFAIRE N° 44 : CULTURE - CONVENTIONS DE PARTENARIAT AVEC LA VILLE DE MONTPELLIER POUR LA MISE EN ŒUVRE D' ACTIONS CULTURELLES DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE DE LA VILLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 44 : conventions de partenariat avec la Ville de Montpellier pour la mise en œuvre d'actions culturelles dans le cadre de la politique de la ville. C'est toujours Bernard TRAVIER aux manettes. Pas de demande d'intervention ? Pas de question ? C'est clair pour tout le monde. Contre ? Abstention ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 75 voix

Abstention : 1 voix

S'est abstenue : Mme Audrey LLEDO

AFFAIRE N° 45 : CULTURE - MUSEE FABRE - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'ECOLE DU LOUVRE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 45 : musée Fabre, convention de partenariat avec l'École du Louvre. Contre ? Abstention ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 76 voix

AFFAIRE N° 46 : CULTURE - SITES ARCHEOLOGIQUES LATTARA DE LATTES, CASTELLAS DE MURVIEL-LES-MONTPELLIER ET SIEGE EPISCOPAL DE MAGUELONE A VILLENEUVE-LES-MAGUELONE - CONVENTION POUR LE FINANCEMENT DES FOUILLES ARCHEOLOGIQUES 2018 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Cyril MEUNIER (avec le pouvoir de Mme Carole DONADA) entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 46 : sites archéologiques Lattara de Lattes, Castellans de Murviel-lès-Montpellier et siège épiscopal de Maguelone à Villeneuve-lès-Maguelone, convention pour le financement des fouilles. Je rappelle que c'est la Métropole qui paie les fouilles. Il y en a qui pensent que cela tombe du ciel. Les fouilles sont chères. C'est long, c'est fastidieux et c'est passionnant. Les fouilles qu'on entame aux Hauts de Lattes sont merveilleuses. C'est un site immense. Un site gaulois exceptionnel. Oui, la Gaule arrivait jusqu'à la Méditerranée. Le site du Castellans de Murviel est magnifique. Le site de Maguelone est fouillé tous les ans, morceau par morceau. Toutes les vignes autour de l'abbaye de Maguelone sont riches de vestiges archéologiques. Cela se déploie par phase. Contre ? Abstention ?

C'est pour cela que je suis derrière le tractopelle, avec les archéologues. Il y en a qui expliquent que ce n'est pas la Métropole qui les paie. Donc quand ils me voient, ils voient que c'est moi. Ils font une assimilation. Il y a les communes aussi. Mais c'est nous qui payons le plus gros. Mais c'est normal. Je ne m'en plains pas, parce que l'archéologie, c'est fondamental pour le territoire et surtout pour l'obtention du label Métropole d'art et d'histoire. C'est du cousu main.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 78 voix

AFFAIRE N° 47 : CULTURE - SITE ARCHEOLOGIQUE LATTARA - MUSEE HENRI PRADES - DOMICILIATION AU MUSEE ARCHEOLOGIQUE DE L'ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'ARCHEOLOGIE EN LANGUEDOC - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Gilbert PASTOR (avec le pouvoir de M. Yvon PELLET) et Mme Rosy BUONO entrent en séance. Mme Patricia MIRALLES sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 47 : site archéologique Lattara, musée Henri Prades, domiciliation au Musée archéologique de l'Association pour le développement de l'archéologie en Languedoc. Pas de demande d'intervention ? Je mets l'affaire aux voix. Contre ? Abstention ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

AFFAIRE N° 48 : CULTURE - AVENANT N°1 A LA CONVENTION POUR L'EXPLOITATION DES EQUIPEMENTS CULTURELS DU DOMAINE D'Ô - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 48 : avenant n°1 à la convention pour l'exploitation des équipements culturels du Domaine d'Ô.

Contre ? Abstention ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Lorraine ACQUIER, M. Jean-Marc ALAUZET, M. Thierry BREYSSE, Mme Perla DANAN, Mme Michèle DRAY-FITOUSSI, Mme Régine ILLAIRE, Mme Eliane LLORET, M. Philippe SAUREL, M. Sauveur TORTORICI.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 70 voix

Abstention : 1 voix

S'est abstenue : Mme Audrey LLEDO.

AFFAIRE N° 49 : HORS COMMISSION - COMPLEXE SPORTIF YVES DU MANOIR - CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC - NAMING DU STADE D'HONNEUR - ATTRIBUTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Jean-Luc COUSQUER, M. Rabii YOUSSEF, Mme Patricia MIRALLES et Mme Maud BODKIN entrent en séance.

Mme Chantal MARION sort de séance (le pouvoir de Mme Caroline NAVARRE donné à Mme Chantal MARION est provisoirement annulé).

Mme Chantal CLARAC sort de séance.

M. Arnaud MOYNIER sort définitivement de séance sans laisser de pouvoir.

Monsieur le Président

Affaire n° 49 : complexe sportif Yves du Manoir, convention d'occupation temporaire du domaine public, naming du stade d'honneur, attribution. La parole est au Vice-président Jean-Luc MEISSONNIER.

Jean-Luc MEISSONNIER

Je vous remercie, Monsieur le Président, de me laisser rapporter ce point. C'est une convention qui a été lancée le 1^{er} février. La date limite des remises des candidatures a été fixée au 6 avril 2018. Nous avons reçu deux candidatures. La candidature la plus intéressante, qui porte sur trois exercices sportifs (2018-2019, 2019-2020, 2020-2021), est la candidature du groupe GGL, qui a représenté l'offre la plus intéressante, à 400 000 euros hors taxes. Je rappelle ici, pour les esprits chagrins, que c'était une commission d'experts auquel n'a participé aucun élu. Il n'y a donc aucune raison de s'inquiéter sur le choix de l'obtention du groupe GGL. Cette commission était composée du service juridique, du service des sports et du service de contrôle de gestion. Voilà ce que j'avais à vous dire.

Monsieur le Président

Et on peut rappeler aussi qu'il n'y a eu que deux candidats : GGL et le groupe Angelotti. L'entreprise Altrad n'a pas candidaté. C'est ce que vous avez lu dans la presse et ce qu'on a déjà dit. Qui demande la parole ? Monsieur MARTIN et Monsieur REVOL. Monsieur MARTIN.

Hervé MARTIN

Merci, Monsieur le Président. Je crois que, sur le fond, dans une délibération comme celle-ci, la question qui se pose en réalité est : quelle est la place que nous offrons au sport dans notre société de façon générale et quel sens nous donnons au sport dans nos politiques publiques ? Est-ce que le sport est source de culture ? Est-ce que le sport est source d'émancipation individuelle, collective ? Est-ce qu'il est un point important dans nos politiques éducatives ? Un point important dans nos politiques de santé publique ? Etc. Je crois que, si la réponse à ces questions est oui, nous ne pouvons pas traiter un équipement sportif différemment de la façon dont nous pouvons traiter une école, un hôpital ou un musée. Pour être clair : est-ce que nous pourrions rebaptiser l'école Olympe de Gouges, l'école Cahier Clairefontaine ? Est-ce que nous pourrions rebaptiser l'école Victor Schoelcher, l'école Stylo Bic ? L'hôpital Lapeyronie, l'hôpital Hansaplast ? On a évoqué il y a un instant le musée Fabre. Est-ce qu'il pourrait être l'Amazon Muséum ? Je crois que chacun serait choqué si ces équipements publics, éducatifs, de santé, de culture étaient rebaptisés de cette façon-là. Donc si nous plaçons la question des politiques publiques en matière de sport au même niveau que les politiques publiques en matière d'éducation, de santé, de culture, etc., nous ne pouvons pas – je n'ai rien contre GGL, là n'est pas la question – marchandiser tout simplement le nom d'un stade ou de tout autre équipement sportif, pas plus que pour une école, etc. Vous avez compris mon raisonnement. C'est tout simplement pour cette raison que je voterai contre cette délibération. Merci.

Monsieur le Président

Monsieur MARTIN, quand le stade s'appelait Yves du Manoir et que nous l'avons appelé Altrad Stadium, vous avez voté contre aussi ?

Hervé MARTIN

Mais je me souviens parfaitement que la délibération à l'époque ne portait pas en titre « naming », etc., et avait été noyée je crois dans les subventions qui étaient données au club. Je le reconnais : cela avait été noyé là-dedans. Le naming était attribué de façon gratuite, à titre gratuit, si je crois bien. Je reconnais que je n'avais pas compris tout de suite la délibération qui nous avait été présentée à l'époque. J'ai compris tout de suite après le vote qu'il y avait ce truc-là. Voilà la raison. Cela n'a donc rien à voir, ni avec Altrad, ni avec GGL. C'est la question de fond que je viens de poser qui oriente mon vote.

Monsieur le Président

Cela n'a rien à voir, mais la tartine tombe du côté de la confiture.

Hervé MARTIN

Non. Mais au lieu de tourner en dérision, je pose une vraie question de fond.

Monsieur le Président

Sur le fond, je peux entendre votre question. Mais aujourd'hui, l'évolution de la société et de la place des équipements publics pour les politiques sportives sont régies par de nouvelles formes de partenariats, qui touchent toutes les villes, parce que les collectivités ne peuvent pas tout financer. C'est pareil pour la culture. Monsieur TRAVIER, répondez-lui pour la culture. Après, la parole sera à Monsieur REVOL.

Bernard TRAVIER

Pour la culture, nous nous heurtons au même problème. Le coût de la culture est de plus en plus élevé, notamment celui des expositions. Il y a depuis de nombreuses années une fondation d'entreprises qui accompagne le musée Fabre sur des achats très importants, qui réunit ou 25 ou 28 entreprises, qui cotisent, chacune, chaque année, à raison de 10 000 euros. Lorsque nous avons voulu acquérir il y a quelques années un quadriptyque de Pierre SOULAGES, c'est la fondation d'entreprises qui l'a offert au musée Fabre. Il est bien évident que le nom du musée Fabre ne pourra jamais changer.

Hervé MARTIN

Voilà.

Bernard TRAVIER

Attendez, il y a un point d'histoire. C'est celui qui a créé le musée Fabre. C'est son nom. La donation porte des conditions très précises. Jamais il ne pourra être question de modifier le nom du musée. Cela n'a strictement rien à voir. Le monde du sport est un monde particulier. Il a une vocation éducative au même titre que les musées. Mais ce ne sont pas les mêmes qui les font fonctionner.

Hervé MARTIN

Je conçois qu'il y ait des financements privés de musées, de toute action culturelle, comme il y en a dans le sport professionnel : le financement est en partie public, mais essentiellement privé aussi. Je ne conteste pas cela. Ce n'était pas cela le fond de la question que je posais. On ne va pas faire de la prospective n'importe comment, mais s'il était possible de modifier le nom du musée Fabre, j'espère que nous ne le ferions pas.

Monsieur le Président

Attendez, Monsieur MARTIN. On ne peut pas le faire. Je vais vous expliquer pourquoi. On est tenus par un don.

Hervé MARTIN

Je sais. J'ai compris cette information.

Monsieur le Président

Je vais vous expliquer. Un de vos très chers collègues avait modifié le nom du zoo de Lunaret, en l'appelant le Parc Darwin. Je ne suis pas contre Darwin. J'aime beaucoup la théorie de l'évolution. Sauf que la famille de Lunaret, lorsqu'elle a testé et qu'elle a offert à la Ville le parc de Lunaret, elle l'a fait dans des conditions

juridiques qui sont encore valables aujourd'hui.

Hervé MARTIN

Je suis au courant. Mais cela ne change rien aux questions de fond que je posais. Rappelez-vous, quand vous avez lancé les études pour le financement d'un éventuel nouveau stade de foot, j'avais déjà dans mon argumentation à l'époque parlé de la réflexion qu'on devait avoir localement et nationalement sur les nouveaux moyens de financement du sport. Nous ne l'avons pas eu à l'époque de ces études. Nous ne l'avons pas avec ce naming. Finalement, je ne fais à chaque fois que poser la même question, consistant à essayer de remettre sur la table ce même débat. Je donne un point de vue là-dessus, en plaçant les politiques sportives au même niveau que les politiques culturelles, d'éducation, etc. Est-ce qu'à Montpellier – et c'est pareil dans n'importe quel village, je ne connais pas les noms de toutes les écoles de tous les villages de la Métropole – nous changerions le nom de l'école Victor Schoelcher si Bic nous proposait je ne sais combien pour y mettre du pognon dessus ? Évidemment, on ne le ferait pas. Pourtant, rien ne nous interdit de le faire. Est-ce que c'est philosophique ? Oui, je l'assume complètement.

Monsieur le Président

Monsieur MARTIN, vous êtes un excellent orateur. Vous vendriez des skis au Sénégal. C'est Georges FRECHE qui disait cela souvent.

Hervé MARTIN

Ce n'est pas le mode de financement du sport que je choisis, en l'occurrence.

Monsieur le Président

Mais je constate, en tant que fils d'instituteur pragmatique, que quand nous avons changé le nom d'Yves du Manoir en Asltrad Stadium, vous avez voté pour.

Hervé MARTIN

Je viens de vous expliquer pourquoi.

Monsieur le Président

Aujourd'hui, vous votez contre.

Hervé MARTIN

C'était dissimulé. Je l'avoue, je le dis.

Monsieur le Président

Comme le dit le Président MACRON : c'est une évidence qui s'impose.

Hervé MARTIN

C'est une évidence que je dis moi-même. C'était dissimulé.

Monsieur le Président

C'est dommage. C'est de ma faute.

Hervé MARTIN

Est-ce que j'ai dit cela ?

Monsieur le Président

Non, mais vous le laissez entendre. Monsieur REVOL.

René REVOL

Sur cette question, je voudrais qu'on revienne sur le problème de fond : le naming. Je n'ai aucune contestation à faire sur la procédure, ni à me prononcer sur le choix qui a été fait au terme. Je respecte ces procédures. Mais c'est sur le fond de la question du naming. Je partage l'argumentaire de Monsieur MARTIN, parce qu'il faut le réserver. Le naming concerne aujourd'hui essentiellement des enceintes sportives dans notre pays et dans le monde. C'est une procédure qui est de plus en plus répandue, qui vise à finalement marchandiser encore plus un domaine qui l'est de plus en plus, avec ses effets. Quand on voit ce que certains sont amenés à payer pour pouvoir retransmettre la Ligue 1 l'année prochaine, et quand on voit sur cette proportion ce qui va revenir au football amateur, on a de quoi être inquiets sur l'évolution de ce secteur. Pour paraphraser le

Président de la République, je trouve que, dans le sport, actuellement, on dépense « *un pognon de dingue* », et qu'il faudrait peut-être mettre le holà là-dessus. Naturellement, ce naming est une petite affaire. Je signale aussi que c'est une tendance en France et ailleurs : les noms changent. Les citoyens s'interrogent. Une structure a tel nom, puis un autre après. Cela crée une certaine confusion. À ce sujet, je vous signale que le complexe Yves du Manoir est marqué sur toute une série de mobilier urbain pour s'y rendre, avec l'étoile de la Métropole. Mais quand on y arrive, on ne le voit pas. Je connais des gens extérieurs à Montpellier qui sont venus spécialement, qui cherchaient le complexe Yves du Manoir, qui suivaient les flèches et qui ne voyaient pas cela. Ils voyaient Altrad Stadium. Je m'interroge donc sur cela.

Effectivement, lors de la dernière délibération, comme le dit Monsieur MARTIN, lorsque l'on a fait le naming précédent, c'était noyé dans la délibération. Cela a été voté à ce moment-là à l'unanimité. Mais abordons maintenant le problème franchement. Votre délibération présente l'avantage de le poser en tant que tel. Je suis contre le naming des stades sportifs.

Monsieur le Président

Donc vous voterez contre.

René REVOL

Je connais en France des gens, des maires, de toutes opinions, qui ne suivent pas ce mouvement.

Monsieur le Président

Donc vous voterez contre.

René REVOL

Je vote contre, oui.

Monsieur le Président

C'est obligé. Vous ne pouvez pas faire autrement, Monsieur REVOL. Je vous comprends. Il faut connaître un peu l'histoire des communes. Monsieur Jean-Pierre MOURE a demandé la parole.

Jean-Pierre MOURE

Monsieur le Président, chers collègues, les éléments qui sont évoqués, qui sont débattus, sont importants par rapport à l'évolution sportive en France. Mais on peut effectivement la raccorder aux mêmes questions qui se posent pour la culture, l'environnement ou autres. L'intervention privée, financièrement parlant, peut aider la cause portée par les clubs, les associations à travers le sport, mais qui effectivement a des risques en germe. On voit ce changement fréquent maintenant des appellations des stades. Je prends deux exemples. Celui d'Yves du Manoir qui, en termes de comparaison, pose un petit problème, même si la nomination a changé. Le naming a été donné gratuitement lors du précédent contrat. En règle générale, le naming est l'apport d'un privé à l'équipement public contre recettes sonnantes et trébuchantes. Cela n'a pas été le cas. Il a été donné gratuitement, accompagné par un versement de 300 000 euros au titre du Budget supplémentaire de 2014. C'est donc un naming qui, directement, a profité à celui qui le sollicitait, sans qu'il ne verse un seul centime, indépendamment des sommes qu'il met dans la balance de la gestion du club sportif. Mais d'autres que lui le font dans l'ensemble des disciplines. Autre exemple à l'inverse ce qui s'est passé en 2014, par rapport au rugby : l'Aréna a bénéficié d'un naming de 750 000 euros au titre d'Appart'City. Ensuite, cela a changé. Certes, la législation a évolué. Mais en 2014, on donne gratuitement un naming. Là, on ouvre un appel d'offres.

Monsieur le Président

C'est la loi qui a changé.

Jean-Pierre MOURE

Je sais. Mais cela peut être un peu surprenant de voir qu'il y a trois ans, pour l'un, on le donne gratuitement, et pour une autre discipline sportive, qui est le handball, on ne le donne pas gratuitement – puisqu'on devait payer 750 000 euros. Il s'agit de l'interrogation que l'on peut avoir, quant au fait de se méfier de la rentrée trop importante des finances privées dans l'organisation globale du sport en France. Je rejoins ce que dit Monsieur REVOL sur les retours qu'il peut y avoir par rapport à la différence entre le sport professionnel et les sports amateurs. Cela pose quand même une question de fond. Voilà ce que je voulais dire par rapport à cela.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur MOURE. Monsieur MEUNIER.

Cyril MEUNIER

Monsieur le Président, chers collègues, concernant ce naming, j'écoute les interventions des uns et des autres. Ceci étant, on n'est pas innocents en tant que responsables gestionnaires de collectivité. La culture et le sport, en particulier à Montpellier, qui font partie de notre ADN depuis des années, coûtent très chers, surtout qu'on va à l'excellence et les résultats qu'on obtient, aussi bien dans les expositions et les différents actes culturels que dans les résultats sportifs, sont à la hauteur de nos engagements. Mais nos engagements sont exceptionnellement hauts par rapport à d'autres intercommunalités en France. Je ne vois pas pourquoi on se priverait, comme l'a dit tout à l'heure Bernard TRAVIER sur les fondations, de la capacité qui est donnée aux sociétés – c'est la loi qui leur permet de rentrer dans des fondations, d'aider, de subventionner des clubs – et de cette solution de naming. La question que je pose est : comment va-t-on ventiler les 400 000 euros hors taxes ? Ces 400 000 euros vont être versés à la Métropole, puisque Yves du Manoir – excusez-moi de l'appeler par son nom originel – appartient à la Métropole. Qu'est-ce qu'on va faire de ces 400 000 euros ? Au-delà des questions fondamentales posées par René, Hervé ou Jean-Pierre, qu'on peut se poser – on aura chacun son opinion –, en fin de compte, on vient de comprendre qu'on avait 400 000 euros par an qui nous tombait dans l'escarcelle. Qu'est-ce qu'on en fait ? Est-ce qu'on en reverse une partie à notre club de rugby ? Est-ce qu'on le garde et est-ce qu'on prévoit de l'investir dans de nouveaux équipements ?

Monsieur le Président

Cela va servir à payer le gardiennage dans les loges.

Cyril MEUNIER

Tu n'as rien trouvé de plus « con » à me raconter ? Tu as réfléchi longtemps pour me répondre une bêtise pareille ? Si tu avais une réponse un peu plus sérieuse, Monsieur le Président, cela permettrait de garder le débat à sa juste valeur et à son juste niveau. Donc qu'est-ce qu'on va faire de ces 400 000 euros ? C'est quand même une décision qui nous appartient, maintenant qu'on a une recette supplémentaire.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur MEUNIER. Monsieur LEVITA va répondre à la question. Ensuite, nous donnerons la parole à Monsieur MEISSONNIER et à Monsieur ABERT.

Max LÉVITA

À ma connaissance, ce n'est pas une taxe. Elle n'est donc pas affectée, tout comme l'ensemble des recettes de la Métropole. Cela rentre dans les coffres de la Métropole. Ensuite, on répartira ce qu'il y a dans le coffre. On ne va pas affecter cette ressource à un usage. C'est contre la pratique fiscale de notre pays. Je suis étonné, Monsieur le Maire. Vous avez des pratiques curieuses dans votre commune.

Cyril MEUNIER

Je n'ai jamais demandé qu'on spécifie. Mais comme on a 400 000 euros de plus, est-ce qu'on utilise cette recette ? C'est une décision politique. Je ne te dis pas que c'est une décision budgétaire ou administrative. On a 400 000 euros de plus qui viennent grâce à la notoriété du sport à Montpellier et grâce à la mise en naming du stade du Manoir qui a de nombreux équipements. Qu'est-ce qu'on en fait ? C'est tout. C'est une décision qu'on va devoir prendre en tant que responsables budgétaires. Mais on n'est pas du tout obligés de spécifier cela en comptabilité analytique. Je suis tout à fait d'accord avec toi. Ce n'est pas du tout les règles de finances publiques. Monsieur le Vice-président, Premier adjoint, je te donne une réponse de maire gestionnaire.

Max LÉVITA

On mettrait le doigt dans un système un peu compliqué. Si vous dites : « *J'ai payé une taxe d'habitation de 1 000 euros : qu'est-ce que vous en faites ?* » Cela rentre dans les caisses. Ensuite on l'attribue à l'ensemble de ce qui est à dépenser. On ne l'affectera pas. Il n'est pas question de l'affecter.

Monsieur le Président

Monsieur MEISSONNIER.

Jean-Luc MEISSONNIER

Si je peux me permettre, Max, cela fait maintenant quatre exercices que tu nous demandes, à Bernard TRAVIER ou à moi, de faire des économies sur des tas de clubs. Je crois qu'on ne met pas ces 400 000 euros

dans la caisse comme cela, parce qu'il y a des tas de clubs qui ont accédé à la première division. Je crois que ces 400 000 euros seront les bienvenus pour les aider à se conforter dans leur structuration. Je tiens à te le dire. Ne te mets pas cela de côté. Cela sera réaffecté dans un domaine sportif. Je suis prêt à partager avec mon ami Bernard TRAVIER. Il prendra 200 000 euros pour la culture et je prendrai 200 000 euros pour aider les clubs sportifs qui ont accédé à la première division.

Monsieur le Président

Attendez, on n'est pas à la foire de Laguiole.

Max LÉVITA

Excusez-moi, Monsieur le Maire, cher collègue. Nous sommes entrés dans un nouveau système.

Jean-Luc MEISSONNIER

On le connaît, ton système.

Max LÉVITA

Non, ce n'est pas le mien. Je n'ai pas fait l'ENA et je ne suis pas aussi compétent que cela. Dans ce système, vous avez droit à 1,5 %. Il y a une recette nouvelle.

Monsieur le Président

On ne peut pas le dépenser.

Max LÉVITA

Il y a une recette nouvelle. Mais aujourd'hui on a changé d'ère. Les recettes deviennent quasiment secondaires. Le problème, c'est les dépenses. Nous avons le droit, en 2008 et 2009 à 1,5 %, point final, de nos dépenses de fonctionnement. Cher collègue et ami, il n'est pas question d'augmenter comme cela de 400 000 euros. Non, vous n'y avez pas droit.

Monsieur le Président

400 000 euros représente 0,1 point.

Max LÉVITA

Pour que vous compreniez bien, Monsieur NURIT a négocié un très beau contrat avec l'ADEME. C'était un projet à 1,5 million d'euros, que l'ADEME finançait à 50 %. C'est un très beau projet. Monsieur NURIT nous l'a présenté avec enthousiasme. Le problème, c'est que cela fait 1,5 million d'euros de dépenses en plus. Il ne s'agit pas d'une ressource nette. C'est 1,5 million d'euros de plus. Donc, c'est non. Le non est idiot. Je vous l'accorde. Mais 400 000 euros, c'est non.

Monsieur le Président

Monsieur ABERT.

Bernard TRAVIER

Je voulais poser une question à Max. Je comprends parfaitement son raisonnement pour le sport. Mais pour la culture, cela n'a rien à voir. C'est tout à fait différent. Il y a des besoins considérables.

Monsieur le Président

Monsieur ABERT.

Fabien ABERT

Je voulais revenir sur ce qui a été dit. Tout à l'heure, on parlait du naming. Je trouve que c'est une très bonne chose, puisque cela va permettre de récupérer de l'argent pour la collectivité. C'est donc une très belle opération. Deuxièmement, le terrain s'appellera GGL Stadium. Très bonne chose. À côté, le terrain où s'entraîne l'équipe première, où les espoirs jouent, s'appelle Éric BECHU. Le terrain d'honneur à côté s'appelle Éric BECHU. Il a un nom et il le garde. Le complexe s'appelle toujours Yves du Manoir. Cela n'a jamais changé jusqu'à présent. Le terrain Éric BECHU est là où jouent les jeunes. Vous parliez de nom, qu'il était important de transmettre. Là, il y a une vraie transmission. Éric BECHU a amené l'équipe de Montpellier en final. Il l'a amenée très haut, avec de vraies valeurs. Je pense que c'est cela qu'il faut transmettre. Ce sont ces valeurs-là. Elles sont présentes.

Pour ce qui est de Monsieur REVOL, il citait tout à l'heure le foot, etc. J'espère qu'il ne va pas faire comme son ami Jean-Luc MELENCHON, qui a traité les Marseillais qui allaient au stade d'abrutis, de smicards, avant finalement d'y aller. Il a compris que, pour être maire de Marseille, il fallait aimer l'Olympique de Marseille. Un petit conseil à René REVOL : pour être maire de Montpellier, il faut aimer le Montpellier Hérault.

Interventions hors micro.

René REVOL

(Hors micro.) Un peu de récupération !

Interventions hors micro.

Monsieur le Président

Monsieur REVOL, je ne vais pas faire de la récupération. Je vais vous dire les choses telles qu'elles sont. Vous êtes pour une réforme du sport professionnel et du sport amateur : un rééquilibrage. La présence du privé, demandez à Madame RESSIGUIER de poser la question à l'Assemblée nationale. Demandez à Madame RESSIGUIER de dire à l'Assemblée Nationale : nous ne voulons plus l'intervention du privé dans le sport de haut niveau. À ce moment-là, vous serez logique avec votre comportement politique. J'attendrai tous les jours, toutes les semaines, ces séances. J'aurai quelques comptes rendus. Madame MIRALLES, Députée de la République.

Patricia MIRALLÈS

Bonsoir chers collègues. À l'Assemblée Nationale, je suis Vice-présidente du groupe économie du sport. Justement, nous travaillons en ce moment sur les Jeux Olympiques. Le sport coûte de l'argent. Parfois, des personnes ne comprennent pas que l'on puisse mettre de l'argent dans le sport. Mais si les Jeux Olympiques ne sont pas financés par des partenaires privés, on ne peut pas les réaliser en France. C'est donc indispensable d'avoir le soutien de toutes les entreprises pour pouvoir financer des événements d'une telle grandeur. Concernant ce naming, on peut se féliciter. La Métropole met une somme d'argent sur le sport et sur le rugby en l'occurrence. Mais c'est là une recette que vous prenez. Donc je vous félicite pour cette recette. Merci.

Monsieur le Président

Merci, Madame MIRALLES. Sur la philosophie, il faut être clair. Si on a des convictions et qu'on dit que le public doit tout assumer et ne pas faire appel au privé, il faut le porter au niveau national.

Intervention hors micro d'Hervé MARTIN.

Si. J'ai entendu cela. Vous n'avez pas dit cela ?

Intervention hors micro d'Hervé MARTIN.

Alors, c'est très bien ce que l'on fait. Alors pourquoi vous avez fait une intervention ? Soit vous êtes d'accord pour qu'on fasse une entente privé-public sur le financement du sport de haut niveau, soit vous êtes contre. Vous avez expliqué que vous êtes contre ; là vous me dites que vous êtes pour.

Hervé MARTIN

Vous placez le débat à un autre endroit de là où je l'ai placé ! Vous pouvez le déplacer comme vous voulez.

Monsieur le Président

Vous savez, il y a des comportements, parfois, qui frisent la schizophrénie.

Hervé MARTIN

Je n'osais pas vous le dire. Parce ce que vous déplacez un débat que je n'ai pas placé à ce niveau.

Monsieur le Président

Madame YAGUE a raison : c'est noyé dans vos explications. On passe au vote. On a assez parlé. Contre ? Trois contre. Monsieur REVOL, Monsieur ROUILLEAULT et Monsieur MARTIN (qui a la procuration de Monsieur PENSO) ont voté contre. Qui s'abstient ? Monsieur MOURE, qui a la procuration de Madame FRECHE, et Monsieur PETIT. C'était intéressant. Cette affaire est très intéressante.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 74 voix

Contre : 4 voix

Ont voté contre : M. Hervé MARTIN, M. Eric PENSO, M. René REVOL, M. Henri ROUILLEAULT.

Abstentions : 3 voix

Se sont abstenus : Mme Julie FRÊCHE, M. Jean-Pierre MOURE, M. Eric PETIT.

AFFAIRE N° 50 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES - COMPLEXE SPORTIF YVES DU MANOIR - STADE D'HONNEUR - OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC - CONVENTION DE MISE A DISPOSITION AU MONTPELLIER HERAULT RUGBY CLUB - SAISONS SPORTIVES 2018/2019 - 2019/2020 - 2020/2021 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme Eliane LLORET sort de séance (le pouvoir de M. Pierre DUDIEUZERE donné à Mme Eliane LLORET est provisoirement annulé).

M. Hervé MARTIN sort de séance (le pouvoir de M. Eric PENSO donné à M. Hervé MARTIN est provisoirement annulé).

Monsieur le Président

Affaire n° 50 : complexe sportif Yves du Manoir, stade d'honneur, occupation temporaire du domaine public, convention de mise à disposition au Montpellier Hérault Rugby Club. Monsieur MEISSONNIER.

Jean-Luc MEISSONNIER

Tout comme les deux autres disciplines, le foot et le hand, à la séance dernière, nous proposons une nouvelle convention sur trois périodes sportives pour un montant de 275 000 euros hors taxes par saison, toujours avec cette redevance variable qui nous permet de rééquilibrer en fonction des résultats pour le Montpellier Rugby Club. On dit MHR, mais c'est Montpellier Rugby Club. Voilà ce que j'avais à vous proposer pour le point n° 50.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur MEISSONNIER. Qui demande la parole ? Je mets l'affaire aux voix. Contre ? Abstention ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 76 voix

AFFAIRE N° 51 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES - ASSOCIATIONS ET CLUBS SPORTIFS - AFFECTATIONS DE SUBVENTIONS - CONVENTIONS D'ATTRIBUTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 51 : associations et clubs sportifs, affectations de subventions. Qui demande des explications auprès du rapporteur, Jean-Luc MEISSONNIER ? Je mets l'affaire aux voix. Contre ? Abstention ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 76 voix

AFFAIRE N° 52 : PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES - CONTINUITE ECOLOGIQUE DES COURS D'EAU - TRAVAUX D'EQUIPEMENTS DES SEUILS DU LEZ SUR LA COMMUNE DE MONTPELLIER - TROISIEME PHASE D'AMENAGEMENT - DEMANDE D'AIDES FINANCIERES AUPRES DE L'AGENCE DE L'EAU - APPROBATION

M. Hervé MARTIN (avec le pouvoir de M. Eric PENSO) et Mme Chantal CLARAC entrent en séance. Mme Véronique PEREZ et Alex LARUE sortent de séance.

M. Jean-Pierre GRAND sort définitivement et laisse un pouvoir à Mme Catherine DARDE.

Monsieur le Président

Affaire n° 52 : continuité écologique des cours d'eau, travaux d'équipements des seuils du Lez sur la commune de Montpellier, troisième phase d'aménagement. Qui veut des explications auprès du rapporteur, Jean-Marc LUSSET ? Pas de demande d'explication ? C'est pour faire monter les anguilles ? C'est pour les anguilles. J'appelle à un vote massif. Il faut que tout le monde vote pour les anguilles. Allez-y, Monsieur Lussert, expliquez-nous cela.

Jean-Marc LUSSET

C'est le sujet des affaires n° 52 et 53. Vous disiez tout à l'heure qu'il y avait des espèces qui se baignaient dans le Lez. Vous faisiez allusion à l'*Homo sapiens sapiens*. Il y en a une autre, qui est l'*Anguilla anguilla*, l'Anguille d'Europe, qui doit remonter le Lez et la Mosson. La difficulté vient de ces seuils, de ces enrochements. Donc l'anguille sous roche me paraît évidente.

Interventions hors micro.

Comme cela n'est pas si simple, une autre expression serait peut-être mieux choisie, à savoir baleine sous gravier, mais c'est plus compliqué. Il s'agit donc de permettre à ces animaux de franchir les seuils. Pour cela, on demande un financement à l'Agence de l'eau, qui va de 40 à 60 %.

Je voudrais dire un mot à Max, à propos des 400 000 euros. Puisque la GEMAPI n'est pas à périmètre constant, je vois que tu es embêté pour les dépenser. Je te propose une voie, hors périmètre constant. Cela doit être possible.

Monsieur le Président

Qui demande des explications au rapporteur, Jean-Marc LUSSET ? Je mets l'affaire aux voix. Contre ? Abstention ? Les anguilles sont adoptées à l'unanimité. Formidable.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Jackie GALABRUN-BOULBES.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

AFFAIRE N° 53 : PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES - CONTINUITE ECOLOGIQUE DES COURS D'EAU - TRAVAUX D'EQUIPEMENT DU SEUIL DU POINT DU JOUR DE LA MOSSON SUR LES COMMUNES DE MONTPELLIER ET JUVIGNAC - DEMANDE D'AIDES FINANCIERES AUPRES DE L'AGENCE DE L'EAU - APPROBATION

Mme Eliane LLORET (avec le pouvoir de M. Pierre DUDIEUZERE) entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 53. Il s'agit toujours de Monsieur LUSSET. C'est la même affaire.

Jean-Marc LUSSET

C'est la même chose pour la Mosson. La première était sur le Lez. Nous en sommes à huit seuils sur le Lez et deux sur la Mosson.

Monsieur le Président

Jackie GALABRUN ne prend pas part au vote. Je mets l'affaire aux voix. Contre ? Abstention ?

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Jackie GALABRUN-BOULBES.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

AFFAIRE N° 54 : PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES - GEMAPI - MISE EN OEUVRE DE LA FEUILLE DE ROUTE - PRINCIPE DE DISSOLUTION DU SYNDICAT MIXTE DES ETANGS LITTORAUX (SIEL) - APPROBATION

M. Alex LARUE, Mme Véronique PEREZ et Mme Chantal MARION (avec le pouvoir de Mme Caroline NAVARRE) entrent en séance.

Mme Chantal CLARAC sort définitivement sans laisser de pouvoir.

Monsieur le Président

Affaire n° 54 : GEMAPI, mise en œuvre de la feuille de route. La parole est à Jackie GALABRUN. Jean-Marc ne peut pas. Sinon, je le fais.

Jackie GALABRUN-BOULBES

Le syndicat mixte des étangs littoraux (SIEL) développe des actions de sensibilisation, d'animation et de préservation des milieux lagunaires, des étangs palavasiens et de l'Estagnol. Certaines de ces actions relèvent de la mission 8 protection et restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides, ainsi que des formations boisées et riveraines de la compétence GEMAPI exercée par la Métropole depuis le 1^{er} janvier 2018. Conformément à la feuille de route actée par délibération du 20 décembre dernier, la gouvernance de la compétence doit être rationalisée et il convient d'acter le principe de dissolution du SIEL, qui devra être effective au 1^{er} janvier 2019.

Monsieur le Président

Effectivement, tu ne pouvais pas le présenter, puisque tu es sur la liste. Je vais donc le représenter pour être en accord avec la loi. Il s'agit du syndicat mixte des étangs littoraux (SIEL), qui sera transféré au 1^{er} janvier 2019, comme le demande la loi GEMAPI. Qui demande la parole ? Monsieur LUSSERT.

Jean-Marc LUSSERT

Est-ce que j'ai le droit de prendre la parole ?

Monsieur le Président

Oui. Ah, non. Tu ne peux pas. Je suis le seul à pouvoir prendre la parole.

Jean-Marc LUSSERT

Je ne prendrai donc pas la parole après que vous ayez parlé d'être suprême, en tant que Vice-président du SIEL.

Monsieur le Président

Qui demande la parole. Je mets l'affaire aux voix. Contre ? Abstention ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Rosy BUONO, Mme Mylène FOURCADE, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, M. Laurent JAOUL, M. Pascal KRZYZANSKI, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Jean-Pierre RICO, M. Noël SEGURA, M. Sauveur TORTORICI.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 73 voix

AFFAIRE N° 55 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT - PROJET DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT - SITE PILOTE PROGICIEL NAEGA - AVENANT A LA CONVENTION D'APPLICATION AVEC CONSCILO/CREALEAD - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 55. Il s'agit du projet de recherche et développement, du site pilote progiciel NAEGA. C'est un avenant à la convention. Qui demande des explications à Jackie GALABRUN ? Contre ? Abstention ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

AFFAIRE N° 56 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT - EAU BRUTE - MAILLON VAL D'HERAULT DU PROJET AQUA DOMITIA - EXTENSION DES RESEAUX DE DESSERTE D'IRRIGATION AGRICOLE DANS LA PLAINE DE GIGEAN-FABREGUES - OPERATION NORD GARDIOLE PHASE 2 - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS - APPROBATION

Mme Stéphanie JANNIN entre en séance.

Mme Perla DANAN sort de séance.

M. Cyril MEUNIER sort définitivement de séance sans laisser de pouvoir (le pouvoir de Carole DONADA donné à M. Cyril MEUNIER est annulé).

Monsieur le Président

Affaire n° 56 : eau brute, maillon Val d'Hérault du projet AQUA DOMITIA. Qui demande la parole ? C'est Jackie GALABRUN qui présente l'affaire. Monsieur RAYMOND.

Joël RAYMOND

Monsieur le Président, chers collègues, par rapport à cette délibération, je voudrais savoir si aujourd'hui à la Métropole, il existe un schéma général de réseau d'eau brute pour pouvoir planifier l'investissement que l'on peut faire dans les années à venir sur le territoire de la Métropole, tout simplement parce qu'on voit là que ce sont de petites opérations. Je pense qu'il est nécessaire aujourd'hui, au regard notamment des agriculteurs et notamment des viticulteurs, de procéder à un vrai schéma de planification pour pouvoir financer dans le temps ces équipements, afin de préserver nos viticulteurs et tout agriculteur productif sur ce territoire, qui entretiennent également nos paysages. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Madame GALABRUN.

Jackie GALABRUN-BOULBES

Joël, effectivement, nous avons fait un recrutement au niveau de la Métropole. Cette personne arrivera au mois d'août. On va travailler sur ce schéma d'eau brute sur tout le territoire de la Métropole. Là on essaie déjà d'avancer sur de petites actions, comme tu le sais avec le territoire de Montaud, où on s'est déjà rencontrés. On a répondu, on est venu et on l'a fait. On a même été très rapides, je pense. De la même manière, on a deux autres projets du côté de Castries. Comme cela prendra un peu de temps pour faire ce schéma. Tu sais que c'est une petite année. Le temps de le faire, on commence à répondre à de petites actions que l'on peut porter tout de suite. Ce point n° 56 est une petite affaire, mais à la fois un gros projet.

Monsieur le Président

Je mets l'affaire aux voix. Contre ? Abstention ?

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Jean-Pierre RICO.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

AFFAIRE N° 57 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT - CONTRAT DE CONCESSION DU SERVICE PUBLIC DE COLLECTE DES EAUX USEES DES COMMUNES RACCORDEES A LA STATION D'EPURATION MAERA - AVENANT N° 1 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 57. Il s'agit du contrat de concession du service public de collecte des eaux usées des communes raccordées à la station d'épuration Maera. C'est l'avenant n° 1. Qui demande des explications ? Pas de demande d'explication ? Contre ? Abstention ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Thierry BREYSSE, M. Pierre DUDIEUZERE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Mylène FOURCADE, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Régine ILLAIRE, M. Pascal KRZYZANSKI, Mme Eliane LLORET, M. Jean-Marc

LUSSERT, Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, M. Jean-Luc SAVY.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 69 voix

AFFAIRE N° 58 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT - CONTRAT DE CONCESSION DU SERVICE PUBLIC DE TRAITEMENT DES EAUX USEES PAR LA STATION D'EPURATION MAERA - AVENANT N°1 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme Perla DANAN entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 58 : contrat de concession du service public de traitement des eaux usées par la station d'épuration Maera, avenant n° 1. Qui demande la parole ? Contre ? Abstention ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Thierry BREYSSE, M. Pierre DUDIEUZERE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Mylène FOURCADE, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Régine ILLAIRE, M. Pascal KRZYZANSKI, Mme Eliane LLORET, M. Jean-Marc LUSSERT, Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, M. Jean-Luc SAVY.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 70 voix

AFFAIRE N° 59 : PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC - TRAITEMENT DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES - CONTRATS DE REPRISE DES MATERIAUX - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 59. Il s'agit du traitement des déchets ménagers et assimilés. Ce sont les contrats de reprise des matériaux. Qui demande des explications auprès du rapporteur Madame Valérie BARTHAS-OSRSAL, Vice-présidente ?

Joël RAYMOND

Monsieur le Président, chers collègues, j'ai juste une question à poser concernant notamment les déchets. Il était prévu un plan de rénovation des déchetteries sur la totalité du mandat. Quelques-unes ont été faites – je pense notamment à celle de Castries-Baillargues. Je voudrais savoir quelles sont celles qui sont projetées pour cette année et pour les années futures, tout simplement pour pouvoir d'ores et déjà annoncer cela à nos habitants, et si, par la même occasion, il y a une révision du portique à l'entrée de quelques centimètres comme on le réclamait, pour pouvoir notamment accepter certains camions ou fourgons qui n'ont plus accès à ces déchetteries – ce qu'ils regrettent. Par la même occasion, parfois, ils déposent dans nos garrigues. C'était juste une observation et une question.

Monsieur le Président

Il y a un plan sur plusieurs années. On en a fait quelques-unes. On continue. Il y en a qui sont en chantier. On vous les fera passer. Qu'est-ce que vous voulez ? On mettra un petit flyer dans les boîtes aux lettres des habitants de Montaud. Nous le co-signerons ensemble. On dira : « Chers amis, chers habitants de Montaud, grâce à la Métropole, nous refaisons la déchetterie utile pour tous les habitants. » Signé : Monsieur RAYMOND et votre serviteur, Monsieur le Maire. Que voulez-vous que je vous dise ? C'est normal.

Joël RAYMOND

Si vous voulez. Il n'y a pas de souci. La dernière fois, j'ai posé une question sur la voirie. Vous m'avez bien mentionné que vous m'apporteriez votre réponse. Or je n'ai pas encore eu la réponse – qui arrivera j'en suis sûr, par courrier ou par oral. Donc je pense que le programme de déchetteries concerne 20 points de collecte de propreté. Je crois que l'état des collectes de propreté peut être discuté. Je pense également que, sur l'accessibilité pour certaines professions, ces points de propreté peuvent aussi être discutés. Après, ce n'est pas la question d'aller signer un papier vis-à-vis des habitants de Montaud.

Monsieur le Président

Si. Il faut être transparent avec l'argent public. Il faut que les habitants sachent à quoi servent leurs impôts. Si. J'y tiens beaucoup. Sur la voirie, vous aviez fait un pacte avec Monsieur DUDIEUZERE. En Conférence des Maires, vous lui avez marché dessus.

Joël RAYMOND

(Hors micro.) C'est faux.

Monsieur le Président

Il y a tous les maires présents, et les Vice-présidents. C'est tout simple. Je vous l'ai fait à l'ancienne. Tu n'en veux pas ? Je le reprends. C'est à l'ancienne. Je mets aux voix l'affaire n° 59. Contre ? Abstention ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Abstention : 1 voix

S'est abstenue : Mme Audrey LLEDO

AFFAIRE N° 60 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC - CONVENTION DE GESTION DES PONTS-ROUTES ET DES PONTS-RAILS SITUÉS À L'INTERSECTION DU RESEAU ROUTIER METROPOLITAIN ET DU RESEAU FERRE NATIONAL - AUTORISATION DE SIGNATURE**M. Jérémie MALEK sort de séance.****Monsieur le Président**

Affaire n° 60 : convention de gestion des ponts-routes et des ponts-rails situés à l'intersection du réseau routier. Une demande de parole. Monsieur ROUILLEAULT.

Henri ROUILLEAULT

Merci, Monsieur le Président. Je voterai bien sûr cette délibération, parce que je trouve que c'est très bien que la SNCF et la Métropole coopèrent. Sur ce sujet de ponts-rails et de ponts-routes, je rappelle que, dans un cas, c'est parce que la voie ferrée est sous ou sur la voie routière. J'en profite pour dire que c'est d'autant plus important de bien coopérer avec la SNCF qu'on a, en ce qui concerne la ligne qui joint Saint-Roch à Nîmes, trois sujets majeurs sur les bras. Le premier est le passage à niveaux extrêmement dangereux de Castelnau pour lequel on attend encore les propositions de la SNCF sur l'étude complémentaire à faire. Le deuxième est la gare TER de Sablassou, où il existe un pont-route. Évidemment, il devra être accru compte tenu de la gare que nous souhaitons tous voir implantée là, comme à Sablassou. Troisièmement, comme dans le SCoT on urbanise un secteur du Crès un peu plus loin, là aussi, il faudra quelque chose. Parce que le passage à niveaux, qui n'est pas très dangereux, deviendrait très dangereux si on urbanisait au Sud, au niveau du carrefour. On a donc, avec la SNCF, sur trois kilomètres, trois sujets qui sont extrêmement substantiels. Donc je crois qu'il est important de bien coopérer avec eux.

Monsieur le Président

Madame DARDE, je suis très gêné quand Monsieur ROUILLEAULT prend la parole, parce qu'il n'y a personne pour défendre le gouvernement légitime de Castelnau. Le Maire de Castelnau n'est pas là. Le Maire de Castelnau n'a pas été promu au Conseil de Métropole. Chaque fois, les dossiers sont portés par Monsieur ROUILLEAULT. En plus, ce qu'il dit n'est pas inintéressant. C'est très souvent frappé du coin du bon sens. Mais il n'y a personne en face. Comment on fait ? Qui porte la voix des Castelnaudviens ? Qui ?

Catherine DARDÉ

Puis-je parler, Monsieur le Président ?

Monsieur le Président

C'est pour cela que je vous interpelle.

Catherine DARDÉ

Vous m'interpellez, mais je ne vois pas vraiment l'intérêt. Monsieur ROUILLEAULT ne fait que signaler à nouveau un dossier que vous connaissez très bien, que tout le monde connaît très bien, puisqu'il y a eu une réunion récente où vous étiez entre la SNCF et la commune de Castelnau. Je ne vois donc pas l'intérêt de

remettre ce sujet à l'ordre du jour. Ce n'est pas le Conseil de Métropole qui est compétent en la matière, mais c'est Réseau Ferré de France. Le Maire, Frédéric LAFFORGUE, a fait je ne sais combien de réunions. On lui a demandé encore des réunions à ce sujet. Monsieur ROUILLEAULT le rappelle parce qu'il veut parler de Castelnau. Mais je crois que le problème ne se situe pas au niveau de la Métropole, mais au niveau de Réseau Ferré de France, qui n'est pas représenté ici.

Monsieur le Président

Donc vous êtes d'accord.

Intervention hors micro d'Henri ROUILLEAULT.

Donc vous êtes d'accord tous les deux. C'est le RPS. C'est le RPS dans toute sa splendeur. Je mets l'affaire n° 60 aux voix. Contre ? Abstention ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

AFFAIRE N° 61 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC - CONVENTION DE FONDS DE CONCOURS ENTRE LA METROPOLE ET LA COMMUNE DE LATTES - MODIFICATIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 61 : convention de fonds de concours entre la Métropole et Lattes. Pas de demande d'intervention ? Je mets l'affaire aux voix. Contre ? Abstention ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

AFFAIRE N° 62 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC - PROGRAMMATION 2018 - TRAVAUX D'ENFOUISSEMENT DE L'ECLAIRAGE PUBLIC SUR LA COMMUNE DE SAINT JEAN DE VEDAS - APPROBATION - DEMANDE DE SUBVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 62 : programmation 2018 des travaux d'enfouissement de l'éclairage public sur la commune de Saint Jean de Védas. Pas de demande d'intervention. Contre ? Abstention ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Jean-Marc ALAUZET, Mme Titina DASYLVA, Mme Isabelle GUIRAUD, Mme Régine ILLAIRE, Mme Stéphanie JANNIN, M. Laurent JAUL, M. Pascal KRZYZANSKI, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, Mme Eliane LLORET, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Jean-Luc MEISSONNIER, Mme Patricia MIRALLES.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 68 voix

AFFAIRE N° 63 : HORS COMMISSION - RAPPORTS ANNUELS DES DELEGATAIRES DE SERVICE PUBLIC 2017 - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire n° 63 : rapports annuels des délégués de service public 2017. Ils sont tous annexés au rapport. Il s'agit de prendre acte. Personne ne demande la parole.

Le Conseil prend acte des rapports annuels des Délégués de Service Public.

AFFAIRE N° 64 : HORS COMMISSION - RAPPORT D'ACTIVITE DE LA COMMISSION CONSULTATIVE DES SERVICES PUBLICS LOCAUX - APPROBATION

Monsieur le Président

Je passe à l'affaire suivante, n° 64 : rapport d'activité de la Commission Consultative des Services Publics Locaux. Qui demande des explications à Madame Isabelle Guiraud ? Il s'agit d'en prendre acte.

Le Conseil prend acte des travaux de la Commission Consultative des Services Publics Locaux de la Métropole pour l'année 2017.

AFFAIRE N° 65 : HORS COMMISSION - ORGANISMES EXTERIEURS - ACTUALISATION DES REPRESENTATIONS DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - DESIGNATIONS

M. Jérémie MALEK entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 65 : organismes extérieurs, actualisation des représentants de Montpellier Méditerranée Métropole. Pour Ville et Métiers d'Art, pour lequel nous recevrons le label vendredi soir à l'Opéra Comédie des mains du Président national, le député Philippe HUPPE, ancien Maire d'Adissan : titulaire, ma pomme ; suppléante, Brigitte ROUSSEL-GALIANA. Pour l'Agence locale de l'énergie, je vous propose Stéphanie JANNIN, qui me remplace au Conseil d'administration. ACM : Madame Virginie NORMAND en tant que personnalité qualifiée, qui prend la place de Jean-François MANLHIOT de la Caisse d'Épargne, qui part à la retraite. Pour Montpellier Danse : Madame DASYLVA et Madame Carine JALLAMION, personnalité qualifiée, professeure agrégée à la faculté de droit, entrent au Conseil d'administration. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

AFFAIRE N° 66 : HORS COMMISSION - COMMISSIONS DU CONSEIL DE METROPOLE - MODIFICATION - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire n° 66 : commissions du Conseil de Métropole, modification, approbation. Ce sont les modifications rituelles des commissions. Pas de demande d'intervention. Contre ? Abstention ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Abstention : 1 voix

S'est abstenue : Mme Audrey LLEDO

Chers amis, chers collègues, ce fut un réel plaisir.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21h35.